

Offre politique
Les mécanismes du
changement dans
l'Offre Orange

PAGE 2

Le Dossier
Les occasions
manquées de la
diplomatie
camerounaise

PAGES 5-8

Affaire Abah Abah

Joseph Edou
sans défense
devant la justice



2ème année, n° 053 du 31 mars 2010, hebdomadaire d'informations générales, Directeur de la Publication : Jean-Bosco Talla - Prix : 400 FCFA

Germinal

Le prix de la vérité

MGR PAUL VERDZEKOV

**Hommage à un
Grand Homme
de Dieu**

Pages 9-10

ENQUÊTER SANS A PRIORI NI CONCESSION, PENSER POUR QUE ÇA CHANGE

CÉLESTIN BEDZIGUI, BRICE NITCHEU, TÉNÉ SOP....

Depuis quelques mois, la diaspora camerounaise en Europe et en Amérique du nord s'affiche ouvertement contre le gouvernement du Renouveau. Pour la contrer et la surveiller, le régime de Paul Biya met les espions à ses trousses page 4

Comment le pouvoir infiltre la diaspora camerounaise



Cyrille Ekwalla



Brice Nitcheu



Célestin Bidzigui



Téné Sop



Essoh



Modeste Mba Talla

La permanence de l'imposture Page 3

OFFRE POLITIQUE

Les mécanismes du changement dans l'Offre orange

PAR HILAIRE KAMGA

"Il s'agit de raviver les braises de notre histoire troublée pour faire jaillir la flamme d'une nouvelle espérance et permettre que la rébellion non violente, l'indocilité créatrice, l'insoumission de quiconque ne peut se résigner à l'inadmissible, facilitent le passage de la raison du plus fort à la force de la raison."

Frédéric Mayor, Ex-Directeur Général de l'Unesco

XIV. LA NÉCESSITÉ DE L'ALTERNANCE POLITIQUE

XIV. 1- LA PÉRIODE ALLANT DE 2009 à 2011

La première séquence permet au citoyen de reprendre son rôle comme acteur central du jeu. Elle lui permet également de comprendre l'enjeu, l'agenda et la finalité, de les faire siennes pour ensuite conduire le jeu après avoir construit lui-même le leadership alternatif nécessaire pour l'aboutissement de l'ensemble des volets de cette Offre.

Il est urgent que le citoyen comprenne que c'est lui seul qui prend la décision, que l'alternance par les urnes et dans la paix est possible au Cameroun, que c'est lui qui valorise le leader et non l'inverse, que la situation du Cameroun n'est pas une fatalité. L'ensemble de ces considérations doit amener le citoyen à s'engager dans l'action citoyenne, laquelle se résume, dans cette phase, à l'inscription du maximum de voisins, de collègues et d'amis sur la liste électorale, dans la perspective d'une masse critique électorale victorieuse. Ensuite, le citoyen engagé doit s'organiser dans son village ou son quartier de telle manière qu'aucune obstruction au processus électoral ne soit possible. C'est pendant cette phase que les citoyen(ne)s seront amené(e)s à participer à l'élaboration du Pacte citoyen dont il est question plus loin.

XIV. 2- LES COMITÉS LOCAUX POUR L'ALTERNANCE (COLA)

La faisabilité de la proposition que nous voulons formuler est tributaire de deux facteurs principaux : l'adhésion de la grande majorité des citoyens d'une part et l'implication en amont de la Communauté internationale d'autre part.

Nous avons noté avec beaucoup de satisfaction l'engagement des centaines de milliers de Camerounais lors du référendum citoyen initié par la Plate-Forme de la Société civile pour la Démocratie contre la modification de la Constitution. Cela témoigne de la détermination des Camerounais à œuvrer pour une alternance politique à l'horizon 2011. Il est à présent urgent que ces citoyens s'organisent partout où ils se trouvent en Comités Locaux pour l'Alternance (Cola). Ces comités seront appuyés par les Postes Civiles de la Démocratie et de la Paix (Pcdp) sous la coordination des Commissariats Civiles de la Démocratie et de la Paix (Ccdp) qui sont en train de se constituer dans les différentes localités du Cameroun.

Un Comité pourra se mettre en place dans un marché, dans un quartier, dans une université, dans une entreprise, etc. Tous les citoyens, sans distinction de sexe, d'éthnie, de religion, de profession, etc., doivent se sentir concernés par cette dynamique salvatrice. Nous nous ferons un devoir de communiquer dans le prochain

volume Orange, le projet de modalités de structuration de ces comités locaux pour l'alternance (Cola).

XV - LE SORT DES PRÉVARIQUEURS ET DES ACTUELLES INSTITUTIONS APRÈS L'ALTERNANCE

XV. 1- LE SORT DES PRÉVARIQUEURS APRÈS L'ALTERNANCE

L'un des problèmes auxquels l'Alternance est confrontée est celui des responsables qui ont gouverné à un quelconque moment avec le Président Biya. La plupart de ces Camerounais se sont enrichis sur la fortune publique en affamant une grande partie du peuple. Ils se trouvent parmi les fonctionnaires des douanes, des Impôts, des finances, de la magistrature, des forces de sécurité et de défense et toutes les autres institutions nationales qui manipulent les deniers publics. Certains sont encore en activité, d'autres déjà à la retraite. Beaucoup de ces personnes ont des fortunes évaluées en milliards de francs Cfa.

Lorsqu'on sait que des enfants meurent aux urgences de l'Hôpital Central de Yaoundé à cause de l'indigence des parents incapables de régler une ordonnance de 5000 FCfa, l'on comprend que ces prévaricateurs sont de véritables criminels. En effet, l'argent qu'ils enterrent dans des châteaux aurait pu servir à créer un fonds d'urgence pour la santé des enfants issus de familles démunies. La solidarité nationale doit pouvoir se traduire en actes.

Ces criminels sont conscients que leur survie politique, voire leur survie tout court, dépend de la pérennisation du Système politique qui a favorisé leurs forfaits et qui les protège. Ledit système n'ayant pas été conçu pour générer un leader-

nominat d'un ministre ou d'un Dg, il ne faut pas attendre plus de 12 mois pour voir pousser, tel un champignon, son premier château. On connaît des ex-ministres qui, ne menant aucune activité industrielle ou commerciale, entretiennent un parc automobile de 22 véhicules, alors que leurs voisins n'ont pas 1000 FCfa de ration alimentaire journalière.

Récemment certains services de renseignements français ont réalisé une enquête sur la fortune et les avoirs des Chefs d'Etat africains (actuels et anciens) en France. Les observateurs politiques ont été surpris de ne pas voir aux côtés d'Omar Mbongo, Sassou Nguessou et autres, figurer le nom de Biya. La fortune de M. Biya à l'étranger fait encore couler beaucoup d'encre. Le dernier rapport de Cefid-Terre Solidaire publié en juin 2009 attribue à M. Biya des biens de toute nature à l'étranger évalué à plusieurs dizaines de milliards. Même les gesticulations du Ministre de la Communication d'alors n'ont pas, à cette occasion, rassuré les citoyens sur le patriotisme du Chef de l'Etat Camerounais. Il aurait dû plutôt conseiller au Président Biya de faire simplement ce qu'il était obligé de faire en 1997 et en 2004 après son investiture comme principal gestionnaire du Cameroun : publié tous ses biens. C'est la seule réponse crédible que les citoyens attendent.

L'Offre citoyenne que nous suggérons donne la possibilité à tous ces criminels de la République de laisser la démocratie s'installer et s'enraciner sans heurts en échange du pardon citoyen et du remboursement des avoirs de l'Etat qu'ils détiennent encore par-devers eux. Bien entendu, il ne s'agit pas dans l'Offre Orange d'exiger des préva-

L'Offre citoyenne que nous suggérons donne la possibilité à tous ces criminels de la République de laisser la démocratie s'installer et s'enraciner sans heurts en échange du pardon citoyen et du remboursement des avoirs de l'Etat qu'ils détiennent encore par-devers eux. Bien entendu, il ne s'agit pas dans l'Offre Orange d'exiger des prévaricateurs qu'ils remboursent tout l'argent qu'ils ont volé ou détourné, mais de rembourser le reste de ce qu'ils ont volé.

ricateurs qu'ils remboursent tout l'argent qu'ils ont volé ou détourné, mais de rembourser le reste de ce qu'ils ont volé.

OPÉRATION " DÉCLASSONS LES AFFAIRES CLASSÉES "

La " Plateforme de la Société Civile pour la Démocratie " a lancé en 2007 la phase conceptuelle de l'Opération " Déclassons les affaires classées ". Cette opération vise à faire la lumière sur des centaines de dossiers d'intérêt enterrés par le Système néocolonial en place depuis 1960 soit directement soit par le biais des fameuses " Commissions d'enquêtes " qui sont régulièrement créées pour distraire l'opinion et qui ont la particularité de ne jamais livrer le résultat de leurs enquêtes. Au titre de ces affaires on peut citer entre autres les assassinats des religieux (Yves Plumet et autres), les incendies du Marché Mokollo, le massacre des étudiants au Campus de Yaoundé en 1991, la vérité sur les " révélations de Messi Messi " par rapport au pillage des banques camerounaises par les proches du Président Biya, etc. ... La Commission Vérité Réconciliation que la Dynamique Orange préconise, aura pour mission, entre autre, de conduire le mécanisme de

mise en œuvre de cette opération.

XV. 2- LE SORT DES ACTUELLES INSTITUTIONS

La mécanique de mutation proposée dans l'Offre Orange pose... évidemment le problème du sort des institutions actuelles pendant la Transition.

Il me semble donc normal d'éclairer les citoyens sur notre vision du problème.

Il convient de noter que l'Offre Orange s'inscrit totalement dans le cadre du respect de la Constitution actuelle, qui restera en vigueur jusqu'au Référendum constitutionnel prévu pendant la période de transition.

1-) L'Assemblée nationale

L'alternance surviendra en novembre 2011, si M. Biya respecte dans son intégralité le calendrier électoral. Ce sera exactement à 6 mois de la fin du mandat du Parlement actuel. La période de Transition permettra d'organiser les élections pour la mise en place des deux chambres du Parlement camerounais (Sénat et Assemblée Nationale). Toutefois, en attendant la fin des travaux du Comité du Code électoral que nous mettrons en place pendant la transition, le Parlement actuel verra son mandat prorogé de 6 à 12 mois.

2-) La Cour suprême

Cette institution restera en vigueur dans sa configuration actuelle jusqu'à l'adoption de la Nouvelle Constitution qui lui donnera plus de pouvoir et renforcera son indépendance.

En effet, malgré l'affirmation constitutionnelle de la séparation des pouvoirs, la pratique observée au Cameroun jusqu'ici montre clairement une réelle mainmise de l'Exécutif sur le troisième pouvoir. Il sera donc question pour la Constituante de régler définitivement cette question de séparation des pouvoirs.

3-) LES AUTRES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

Les autres institutions dont le maintien se justifie doivent faire l'objet de réformes importantes. Le reste, dont l'utilité ou le non fonctionnement est établi, sera supprimé.

Aucun citoyen n'a perdu de vue le fait que plusieurs structures ont été créées au Cameroun, beaucoup plus pour donner l'occasion à quelques copains de consommer des budgets que pour contribuer au développement du Cameroun. De telles structures ne peuvent plus continuer d'exister après l'alternance politique conduite par la Nouvelle Génération.

2- LE PROGRAMME NATIONAL DE RECTIFICATION CITOYENNE (PROCECI)

Le Proceci est un programme patriotique qui devrait être porté par la Société civile et dont la première mission sera d'obliger les prochains dirigeants du Cameroun (après l'alternance politique) à appliquer des mécanismes de Rectification de certaines injustices sociales et politiques causées par les différents régimes qui se sont succédés au Cameroun de 1960 à 2011.

Le PROCECI est divisé en 3 séquences décroissantes suivantes :

Séquence 1 : période allant de 2011 à 1990

Séquence 2 : période allant de 1989 à 1982

Séquence 3 : période allant de 1981 à 1960

La mise en œuvre du Proceci se fera selon l'ordre des séquences ci-dessus.

Pour la séquence 1, le premier groupe concerné par le PROCECI sera constitué, entre autres, par :

- Les familles déguerpies inhumainement par les Délégués du Gouvernement de Yaoundé et des autres villes du Cameroun;
- Les victimes des crimes des forces de sécurité ;
- Les victimes des différents mouvements sociaux engagés dans le processus de revendications sociales et politiques.

Dans le cadre du "Pacte citoyen", le prochain gouvernement aura à mettre en place une Agence nationale du Proceci pour traiter ces données et ensuite procéder aux réparations rendues nécessaires pour les familles concernées. L'Anar (Agence Nationale de Rectification) est l'entité chargée de la mise en œuvre du Programme de Rectification nationale

3-) Le contrat de tolérance (Coto)

Le "Contrat de Tolérance" est au cœur de l'Offre Orange et en constitue l'un des piliers. C'est ce Coto qui doit illustrer la prédisposition de la Nouvelle génération à pardonner aux dirigeants actuels les crimes commis ou causés pendant leur règne. Il s'agit d'un gage de redémarrage du Cameroun sur une base de réconciliation nationale bien comprise.

" Des Camerounais ont détourné des fonds publics. Ces personnes ont volé l'argent du peuple. Des détenteurs du pouvoir ont assassiné le citoyen, les prévaricateurs ont mis le pays à sac, etc. ". Tout cela relève du passé.

Mais le passé ne s'efface pas d'un trait. Les crimes économiques et autres ont entraîné de graves conséquences. Nous avons tous payé un prix très fort. Des millions de jeunes sont morts faute de soins, alors que certains prévaricateurs se permettaient des évacuations sanitaires pour cause de paludisme.

Les crimes économiques sont d'autant plus nombreux que très peu de membres de la clique qui les ont commis pourraient justifier l'origine de leurs fortunes respectives, si une enquête sérieuse était ouverte.

Mais si nous voulons vraiment un changement dans la paix au Cameroun, il est préférable d'expérimenter des modèles de pardon et de tolérance qui ont fait leurs preuves ailleurs. Je suis profondément convaincu que si des mécanismes de tolérance bien huilés n'avaient pas été proposés aux criminels de l'apartheid en Afrique du Sud par le Sage Nelson Mandela, ce pays serait encore en guerre aujourd'hui.

Le Cameroun de la Nouvelle Génération se fera avec tous les Camerounais. Mais il se fera sur la base d'une véritable réconciliation nationale. Le Cameroun se bâtra avec les ressources endogènes, car le Cameroun est très riche.

L'argent du Cameroun, détourné ou volé, doit être remis dans les caisses de l'Etat pour permettre la relance de l'économie.

Le principe de récupération des ressources détournées ou volées se pose en ces termes : " Remettez son argent à l'Etat, demandez pardon au Peuple et votre liberté ne sera pas menacée. Mais si vous ne déclarez pas vous-mêmes les avoirs de l'Etat encore en votre possession, le juge s'occupera de vous sans aucune circonstance atténuante "

* Source: L'Offre Orange pour l'alternance, vol. I, Douala, Africleader, 2009, pp.157-168.

Germinal La voix de la vérité
 INCULQUER SANS A PRIORI DE CONVICTION, PRENDRE POURQUOI LA CHAIR
Siège : Mendong-Yaoundé
 B.P. 13 525 Yaoundé
 Fax: (237) 22 31 46 15
 e-mail: germinal.hebdo@yahoo.fr

Directeur de la Publication
 Jean Bosco TALLA
 Cell. 77 31 48 98
 e-mail : jbtalla2001@yahoo.fr

Conseiller
 Célestin LINGO

Rédacteur en chef
 Duke ATANGANA ETOTOGO

Secrétaire de rédaction
 Simon Patrice DJOMO

Rédaction Générale
 Jean-Bosco TALLA
 Duke ATANGANA ETOTOGO
 Simon-Patrice DJOMO
 Jean-Pierre HACHDA

Théodore BOTOKO ISELEKI
 Serge-Alain KABASSINÉ
 Joseph FUMTIM
 David KOFFI
 Etienne LANTIER
 Yvan EYANGO
 Yvanna Claire Owona
 MAHEU

Secrétariat Technique
 SAMORY

Production Relations & Publiques
 Emma BATA

Agent commercial
 BOYOGUENO

Impression
 MACACOS

Distribution
 MESSAPRESSE

SAMORY

SARL

La permanence de l'imposture

Par Jean-Bosco Talla

Imaginons les dirigeants d'une République bananière qui ne reconnaissent la pauvreté que pour supprimer les pauvres et non ce qui les rend tels quels. Imaginons un État fictif qui tente d'effacer les pauvres, pièces à conviction du délit de mauvaise gouvernance, par des déguerpissements barbares et infâmes. Imaginons un État prébendier et patrimonial où l'on gaspille l'aide publique et où les abus de biens sociaux, les violations des droits humains sont un sport national. Représentons-nous une communauté historique qui ment, ne sécurise pas, n'éduque pas, ne soigne pas et assassine ses enfants. Imaginons le roi des animaux, l'homme-lion, qui dort au moins 20 heures sur 24 et qui ne rencontre ses notables qu'à peine une fois par an. Eh oui, même dans la nature le lion dort au moins 20heures sur 24 et attend que la lionne chasse pour qu'il mange.

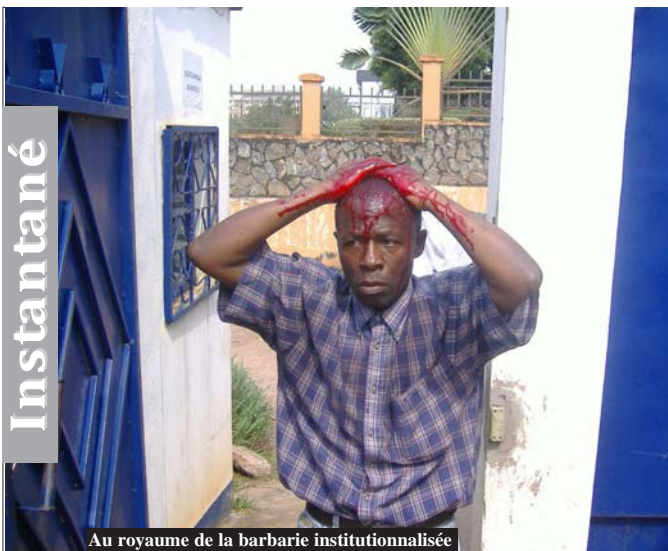
Faisons un voyage en pensée et esprit pour nous rendre dans cette République monarchique drapée dans des oripeaux de démocratie, où le roi ou le monarque proclame qu'il réalisera l'intégration nationale, stade suprême de l'unité nationale et fait exploser la nation en offrant à ses concitoyens, visiblement considérés comme des " *sujets* ", le tribalisme, le régionalisme, le népotisme. Imaginons ce représentant de Dieu sur terre, partisan de la politique du verbe, qui proclame qu'il apportera la démocratie, le développement et malaxe la constitution, dévoie les lois et confisque le patrimoine commun tout en offrant à son peuple famélique et enguenillé, la dictature, les élections truquées, la misère, le pillage systématique. Imaginons ce messie qui déclare du bout des lèvres qu'il veut conduire son peuple vers la prospérité et transforme un pays aux énormes potentialités en pays pauvres très endettés (Ppte), qu'il est contre toute forme de discriminations et constitutionnalise les notions de " *minorité* " et d' " *autochtone* ". Imaginons un État où les dirigeants ambitionnent d'œuvrer pour la réalisation des libertés et offrent le fer, les incarcérations, le muselage des voix dissidentes, sortent chars d'assauts, armes de guerre, pour réprimer dans le sang les manifestations pacifiques.

Ajoutons-y une bonne base de corruption, de détournements de deniers publics, d'impunité, de règlements de compte, d'arrestations et d'emprisonnements des journalistes. Confions la gestion de l'État à des fonctionnaires mal payés. Laissons pourrir la situation. Réveillons nous un beau matin et alors que la délinquance d'État est généralisée, exigeons à nos populations et concitoyens la rigueur et la moralisation de la vie publique en dénonçant mécaniquement, sans conviction et sans convaincre, la corruption et les corrupteurs. Déclenchons, afin de dévorer nos propres créatures transformées en victimes expiatoires, une sorte de règlement de compte politique, connue sous le nom d' " *opération* "

ration Epervier ", une opération " *mains propres* " à tête chercheuse en oubliant que les nôtres sont sales. Devant l'ampleur des résistances, nous nous rendons à l'évidence que la gangrène est profonde, générale et même dans nous même. Il ne nous reste plus qu'à fredonner cette mélodie de Coluche. Tous des ripoux et des opportunistes. Rions un peu aux éclats. Écoutons et réécoutons ces incantations ces " *Salmigondis de slogans, qui à force d'être galvaudés, nous ont rendus sceptiques, pelés, demi-sourds, demi-aveugles, aphones, bref plus nègres que nous ne l'étions avant eux* " (A. Kourouma, 1990 :287).

C'est à quelque chose près la caricature de la maison Cameroun qui, de temps en temps sous le Renouveau, voit souffler le vent qui tente d'arracher le toit et secouer les cocotiers de notre République bananière. Loin de nous la gestion des arguments en faveur de la thèse selon laquelle nous doutons de la détermination et du patriotisme de qui ce soit. Nul n'a le monopole du patriotisme. Nul n'a la baguette magique permettant de résoudre les maux qui minent et gangrènent la société camerounaise.

Mais, ce qui nous semble ahurissant, c'est que, face aux nombreux défis qui nous interpellent, les Camerounais ont l'impression que le roi s'amuse. Ces partisans aussi. Le tralala et le spectacle que nous offrent les partisans du monarque présidentiel, avec leur deux (2) millions de membres, détenteurs chacun d'une carte du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) et à jour de leurs cotisations, sont révélatrices de leurs intentions pour l'élection présidentielle de 2011. Ce spectacle fait dire aux observateurs attentifs qui s'inquiètent de la fragilité du Cameroun et des conséquences d'une élection présidentielle truquée et mal organisée que Paul Biya joue avec le feu en s'amusant follement-par anticipation. A vrai dire, ce n'est pas la situation actuelle qui le réjouit. Il n'y a d'ailleurs pas de quoi se tenir les côtes. Non...Ce qui le tirebouchonne d'avance, ce qui provoque en lui une irrépressible hilarité moqueuse, c'est l'idée que l'opposition et les forces du changement révent les yeux ouverts qu'elles gagneront haut la main l'élection présidentielle de 2011, alors qu'il a pris toutes les dispositions pour mourir au pouvoir. Depuis 28 ans, Paul Biya a toujours parié sur l'imposture et la force pour régner *ad vitam aeternam*, le plus souvent en usant et en abusant de la stratégie du brouillage permanent du droit. Fabien Eboussi Boulaga nous fait remarquer que : " *ceux qui nous gouvernent ont posé comme principe intangible la résolution suivante : ne montrer aucun signe de faiblesse. Ils l'ont tenue et appliquée, en l'interprétant ainsi : il ne faut faire aucune concession, sinon pour la forme, en la vidant de tout contenu ou à titre de ruse ou de diversion avant d'user de la force.* " (Eboussi, 1998 :59).



Au royaume de la barbarie institutionnalisée



Ouste, dégagez avec votre misère

ESPIONNAGE

La diaspora camerounaise est-elle infiltrée?

Le débat fait rage sur Internet. Un journaliste récemment exilé est même au centre de la controverse

Il n'est plus besoin de rappeler que depuis quelques mois, la diaspora camerounaise en Europe et en Amérique du nord s'affiche ouvertement contre le gouvernement du Renouveau. Après le Conseil des camerounais de la diaspora, c'est Diaspora pour le changement et Célestin Bedzigui qui veulent traîner le gouvernement et Paul Biya devant la justice des instances internationales. Avant ces démarches, on savait déjà que les Camerounais de l'étranger avaient la dent dure contre Paul Biya et son système. Et pour cause: Paul Biya leur refuse le droit de vote et la double nationalité. Pour ces compatriotes dont la banque mondiale avoue que le montant des transferts d'argent vers leur pays dépasse le montant d'aide que des instances étrangères accordent au Cameroun, le salut de notre pays dépend désormais du départ de Paul Biya du pouvoir. Ils utilisent tous les moyens pour obtenir ce départ, disent-ils, " le plus tôt possible".

Jadis éparpillés et opposés les uns les autres, les mouvements de la diaspora camerounaise semblent avoir compris ce c'est dans l'union qu'ils seront forts. On remarque ainsi que les mouvements d'obédience épiscopales tels que le Code, branche intello de Moïse Essoh et Tene Sop, travaille main dans la main avec des hommes comme Célestin Bedzigui, jadis ancien allié du pouvoir. On remarque aussi, en consultant la liste des signataires de la pétition de Bedzigui, que des hommes tels Djekam Tchameni ou Guerandi Mbara y ont apposé leurs signatures. Et comment ne

pas relever l'unanimité au sein de la diaspora, en ce qui concerne cette pétition à l'Onu ?

Bien avant cela, en 2009, l'ancien putschiste Guerandi Mbara a accordé une longue interview à Venant Mboua, sur les ondes de la radio Cameroonvoice. Son discours fut accueilli favorablement par toutes les branches des divers mouvements de la diaspora qui trouvaient dans son leitmotiv, "Cameroon will be back", une motivation supplémentaire pour le combat.

LES MÉDIAS COMME ARMES

Si à l'époque du combat épiscopiste en France, le contact avec le pays était difficile, aujourd'hui, la diaspora camerounaise compte parmi les plus actives chez les Africains, que ce soit en Europe ou en Amérique du nord. Des webzines, des radios et webtv sont désormais présentes et portent haut la contestation.

Le pouvoir craint-il tout cela et voudrait infiltrer ces milieux? Tout porte à le croire. Et on le croit dans certains milieux au Cameroun et au sein de la diaspora. En 2009, quelques jours après l'interview de Guerandi sur Cameroonvoice, ladite radio et le Code, branche Brice Nitcheu, ont révélé la présence en Europe de Gédéon Youssa, alors chef des renseignements militaires au ministère de la Défense. Il était accompagné de certains de ses hommes de main mais cette double dénonciation les a vite affaiblis. Ils ont alors rebroussé chemin.

Il y a quelques jours, on dénonçait au Canada, la présence de cinq commissaires de police,



Célestin Bedzigui

Modeste Mba Talla

officiellement en stage à l'école de l'administration publique du Canada à Montréal. D'après certaines sources, eue comme d'autres personnes non clairement identifiées, tenaient à s'informer sur les agissements des journalistes Venant Mboua, Cyrille Ekwalla, transfuges de Cameroonvoice qui annoncent le lancement bientôt de leur propre radio mais aussi de Modeste Mba Talla, promoteur du site Iccicemac.com.

Le Canada est l'une des diasporas les plus frondeuses, qui a refusé d'organiser une rencontre avec Biya en 2008, exigeant que Biya l'organise lui-même. Ce fut le cas et cet affront effaroucha le président camerounais qui leur posa un gros lapin le moment venu. Elle est l'une des plus redoutées aux yeux du régime.

En tout cas, il n'y a pas que ces commissaires qui soulèvent les

inquiétudes au Canada. Jean-Marc Soboth, qui a voyagé avec ces flics et qui aurait informé Vincent Sosthène Fouda (candidat déclaré à la présidentielle 2011) de leur présence au Québec, est lui-même soupçonné d'intelligence avec l'ennemi. Vincent Sosthène Fouda et lui, jadis amis, semblent-il, se livre à une guerre épistolaire sans merci sur Internet. Ils s'accusent mutuellement d'être espion à la solde du pouvoir. Jean Marc Soboth, qui commente régulièrement l'actualité sur Cameroonvoice, est désormais vu comme envoyé spécial en mission. Il s'en défend, sans convaincre les sceptiques. Dans une longue missive parvenue à plusieurs rédactions et sur le forum 237 médias, Soboth assène "[sa] part de vérité" partielle. En utilisant l'adjectif possessif " ma " (dans "Ma part de vérité"), il laisse le lecteur comprendre que ce

qu'il dit est partiel, incomplet, voire partial. Il met également à la disposition des lecteurs des rapports des commissaires de police tout en évitant de dire dans quelles conditions il les a obtenus. De deux choses l'une : soit ces rapports ont été fournis à un collègue pour l'aider à se tirer d'une affaire, soit ils les lui ont fournis pour lui permettre de faire professionnellement son travail. Dans tout son plaidoyer, tout en restant dans la logique de la partialité, il accuse Aboya Manassé d'avoir organisé cette propagande, non sans avoir sorti quelques gentilles sur son compte, l'accusant carrément d'être très proches des services de renseignement du pouvoir de Yaoundé. Par la suite, il s'en prend à un journaliste du quotidien Mutations (Christophe Bobiokono, Ndlr) qu'il évite de nommer et déverse sur ce dernier et sur la South Medias Corporation (Smc) injures et insanités qui affaiblissent son plaidoyer et renforcent l'idée selon laquelle le président du Syndicat national des journalistes du Cameroun (Snjc) serait un espion et serait actuellement en mission commandée au Canada. Sinon, pourquoi cette absence de sérénité?

ESPION

Vraiment, Jean-Marc Soboth a été grillé. Comme tout espion démasqué, il a tenté, pour se tirer du mauvais pas où il s'est mis, trois parades, au moment où les journalistes attendent qu'il fournisse des réponses à des questions précises. Ces trois parades sont : le mensonge par omission, l'injure, la diversion. Des parades aussi misérables, les unes que les autres, qui sont révélatrices d'une indigence intellectuelle et morale, surtout certains journalistes. Visiblement, les explications de l'éminent membre de la Fédération internationale des journalistes (Fij) n'ont pas convaincu grand-monde dans le monde des médias.

Sur place ici au Cameroun, la plupart des journalistes interrogés se montrent extrêmement méfiants à son endroit, malgré le fait qu'il a ouvertement défendu les journalistes à travers le syndicat dont il était le leader. Pour beaucoup de journalistes, " chacun est libre d'exercer le métier qui lui plaît. Même de journaliste-espion ou agent de renseignement. Mais, il serait mieux de le faire à visage découvert".

Dans la diaspora, certains s'interrogent sur sa régularité sur les antennes de Cameroonvoice, cette radio considérée comme le moteur de la lutte patriotique au Cameroun.

D'après des informations recueillies auprès de certains mouvements de la diaspora, la guerre entre Soboth et Fouda traduit l'échec de l'infiltration orchestrée par le pouvoir. Étant donné que Vincent Sosthène Fouda est un personnage très controversé auprès de la diaspora camerounaise au Canada, ainsi que le relève Soboth dans son droit de réponse à l'attaque de Fouda, lui-même convaincu qu'une attaque à lui adressée par un certain Josés Tsapi était en réalité une manœuvre de Soboth.

D'après nos informations, c'est l'itinéraire de Jean-Marc Soboth qui intrigue la diaspora. Il a voyagé dans le même avion que les commissaires de police stagiaires, alors qu'il était sensé sortir du pays en catimini, suite à l'affaire Stv. Il n'est descendu que chez des personnalités Rdp, que ce soit à Toronto ou à Montréal. Cela suffit-il à dire qu'il est un espion au service du régime?

JEAN-BOSCO TALLA
ET JUNIOR ÉTIENNE LANTIER

JEAN-MARC SOBOTH

Ma part de vérité

[...] Profitant, entre autres déplacements, d'un bout de visa canadien dans lequel il reste juste cinq jours de validité, j'entreprends de quitter le Cameroun " pour un temps " [...] Problème, mon hôte au Canada est à Paris en France, puisque le voyage que nous avions envisagé à Montréal vers le milieu de l'année a été annulé avec l'arrivée de l'hiver et son déplacement subséquent.

Je cherche donc des relais au Canada. Un ami très connu au Cameroun installé à Toronto se débène pour ne m'offrir que " deux ou trois jours " de séjour chez lui. Ma cousine, Jacqueline Man-Simbé [...] ex députée de la Kadey à l'Assemblée nationale (ou j'ai souvent été à la Cité Verte avec de nombreux confrères de Yaoundé, dont Francky Bene) elle, est de passage à Montréal mais envisage de retourner début mars 2010. C'est ma principale aubaine. [...].

La seule personne qui, il faut le reconnaître, m'offre spontanément l'hospitalité c'est Vincent Fouda. Lui il vit à Québec, la capitale de la province francophone. J'ai entendu parler de lui pour la première fois chez Bertrand Owono Ndi, le directeur du personnel du Port autonome de Douala. Mais Owono Ndi, déjà sympathisant de sa mouvance Génération 2011, avoue ne pas le connaître personnellement. Je prends donc contact, entre autres, avec lui via Facebook. Je suis très satisfait. Je pourrais même l'appuyer à Génération 2011, me suis-je mis à rêver. Il réagit positivement. Mais il y a un autre fait. En transit à Bruxelles dans un double vol de Brussels Airlines à destination de Toronto, j'ai fait une rencontre fort curieuse. Quelques jeunes commis-

saires de police se rendant à Toronto également m'y abordent. Ils m'ont reconnu spontanément, d'autant que l'un d'entre eux dit être Maka de Doumé à l'Est et connaîtrait assez bien ma famille. J'ai cru à leur vue qu'ils me sont destinés, ou qu'ils sont en mission compte tenu du contexte préparatoire à la présidentielle de 2011. J'avertis Fouda que je tiens toujours en très haute estime, mais je lui dis qu'en fin de compte ils ne sont pas une menace. D'autant qu'ils me disent qu'ils viennent pour la première fois au Canada, sont originellement étudiants à l'Institut supérieur de management public (Ism) de Yaoundé. Ils sont à l'institut avec un confrère et ami, Georges Elong Etondé de La Dépêche Économique... [...].

Où aller donc? Vincent Fouda m'offre de venir chez lui dans une semaine. Je suis très touché par l'offre qui ne couvre pas les avenues ici. Mais, coup de théâtre : tous les Camerounais que je rencontre me mettent en garde de manière radicale contre toute perspective de rencontre avec lui. Les alarmes vont dans tous les sens : de l'agent du système Biya à certains détails du genre : " C'est lui qui t'appelle ou te prend en chat sur Internet, mais il enregistre les conversations " - j'apprendrai plus tard à mes détriments qu'il enregistre même les messages instantanés... Un Camerounais connu à Montréal se veut plus radical : " Je suis désolé de devoir te dire que si tu le rencontres, cela risque d'être ta plus mauvaise rencontre ici au Canada. Et tu le regretteras pendant tout ton séjour ".

Je trouve tout cela un peu excessif. [...]

En tout état de cause, je me résous

sur son insistance à le rencontrer. Après tout, c'est moi qui l'ai voulu; de plus, il est le seul dans tout le Canada à m'avoir offert l'hospitalité, même si entre-temps j'ai pu, par la seule grâce de Dieu, trouver un coin dans la zone dite Côte-Vertu pour un mois supplémentaire. Il me reçoit donc chez son épouse dans la banlieue de Montréal. Tout se passe bien même si je le trouve compliqué comme personnage à l'abord. [...]

Il me dit n'avoir jamais entendu parler de moi avant. C'est curieux pour quelqu'un qui dit connaître le Cameroun. Il dit également beaucoup de faits quasiment inexacts sur le personnel politique à Yaoundé. Ici, c'est presque normal. Entre-temps, je l'ai repris, souvent durement, sur la maladresse de son initiative de dénonciation à l'égard des jeunes commissaires de police en stage à l'École nationale de l'administration publique du Québec. Je lui dis - et écris - qu'en qualité de journaliste, je me sens touché et mortifié dans ma déontologie parce que je sais qu'ils ne sont pas venus pour lui - je pense qu'à ce niveau, il a dû modifier le contenu de mes messages... instantanés qu'il a enregistrés. [...]

Mais il y a un dénouement à toute l'affaire. Il aurait demandé à... Manassé Aboya Endong qui je suis. [...]

Tout le monde sait que je connais Aboya. Comme ma poche. A Douala, tout le monde sait qu'on avait toujours été ensemble, par-tout... J'ai rencontré Aboya en 1986 quand je suis arrivé à l'université de Yaoundé. [...]

On avait ensemble le projet de Africa Top Secret qui émanait d'une idée que j'ai reçue d'Augustin Tamba à Yaoundé. [...] Aboya m'a donné des

milliers de pages de documents sur l'affaire Albatros. Et je lui dois aujourd'hui d'être parmi les journalistes qui en savent le plus long. [...] Mais Aboya a des côtés très négatifs. Il ne lésine pas souvent sur les moyens pour arriver à ses fins. De ce qui me revient, compte tenu de notre rupture, il n'a plus jamais tari d'invectives à mon égard au Cameroun. Et Vincent Fouda lui a donné une occasion en or. Je sais de quoi je parle. Aboya sait que je n'ai jamais mis les pieds soit à la Dgns ou dans un quelconque autre service spécial. C'est lui qui m'avait permis de sauver ma tête dans l'affaire du soi-disant coup d'État manqué à travers la rumeur sur le décès du chef de l'État, Paul Biya à Genève en 2003 en expliquant simplement au Directeur général de la recherche extérieure (Dgre), Bienvenu Oubelabout, que cette histoire qui parcourait les bulletins d'informations était infondée. Il m'a ensuite demandé d'appeler pour expliquer le problème. C'était judicieux. [...] Aboya seul connaît tout ce monde : Jean-Baptiste Béloéken, Mebe Ngo'o, Rémy Ze Meka... Dans mon parcours, il m'a beaucoup nu à également, mais je ne vais pas en parler ici. [...]

Pour revenir à ce confrère de Mutations, ceux qui m'ont saisi me disent qu'il faut faire quelque chose rapidement. " C'est tout le crédit que tu as passé le temps à bâtir qui est à nouveau en train de voler en éclats! " [...]

Mais j'ai vu venir la cabale. C'est typiquement le style Aboya. [...]

Confraternellement.

Diplomatie

Les occasions manquées

"Une diplomatie rayonnante, discrète mais efficace. Les principes de la politique extérieure du Cameroun s'organisent autour de trois idées-forces, à savoir : l'indépendance nationale, le non alignement et la coopération internationale. Ils reposent sur un trépied méthodique de présence, de participation et de rayonnement. Le Cameroun est l'un des rares pays de la planète à faire partie en même temps de la Francophonie, du Commonwealth et de l'Organisation de la Conférence Islamique." C'est ainsi que le site web de la présidence de la République présente la diplomatie de ce pays. On peut également lire que "Depuis 1982, sous l'impulsion et l'orientation du président de la République, Paul Biya, chef de la diplomatie, le Cameroun a élargi le cercle de ses partenaires à travers le monde par l'établissement de nouvelles relations diplomatiques et le renforcement de sa présence grâce à la création ou à la réouverture de plusieurs missions consulaires. Le Cameroun compte à ce jour, 37 consulats (25 consulats honoraires, 6 consulats d'Etat et 6 consulats généraux) répertoriés à travers les cinq continents." Pourtant depuis la chute du mur de Berlin, le monde change. Les relations internationales évoluent également. Le monde n'est plus bipolaire. En Afrique, l'empire français est entrain de s'éroder. La France est entrain de perdre son pré carré. Le Cameroun curieusement ne semble pas prendre en considération, la nouvelle donne mondiale. Le Cameroun continue à être la chasse gardée de la France. Un pays qui voit pourtant ses investissements décroître au Cameroun. Le développement des pays émergents devrait pourtant faire comprendre aux dirigeants camerounais, le sens des changements dans le monde. La Chine, le Brésil, l'Inde et les pays du Golfe. Les Etats du Nord n'ont pas les mêmes défis à relever que les Etats africains. Si les premiers recherchent constamment la puissance et l'affirmation de leur impérialité, les deuxièmes visent encore leur survie.. Par la coopération et l'intégration, la "mise en commun de la souveraineté" (pooled sovereignty) induit "un multiplicateur de puissance". Le Cameroun a la responsabilité de formuler sa politique étrangère et de gérer sa diplomatie en tenant compte de la nécessité d'une harmonie permanente du monde tout en contribuant à la paix internationale et à la création des richesses.



Abdullah Gül sert le café turc

Dernier chef de l'Etat à séjourner au Cameroun, le président de la Turquie sera certainement déçu des suites de son voyage au Cameroun.

Entre le Cameroun et la Turquie, l'histoire des relations bilatérales s'accélère. Le président de la République de Turquie, Abdullah Gül a entamé, le 16 mars dernier, sa première visite au Cameroun, sur invitation de son homologue Paul Biya. Les deux chefs d'Etat avaient déjà eu à échanger au cours d'un entretien en tête-à-tête dans l'un des salons de l'immeuble siège des Nations-Unies à New York, dans l'après-midi du mercredi 24 septembre 2008. Ils se trouvaient dans la mégalopole américaine pour prendre part à la 63e session ordinaire de l'assemblée générale de l'Onu. Rien n'avait filtré de leurs entretiens. Les liens entre le Cameroun et la Turquie sont pourtant bien plus anciens. Les relations diplomatiques entre les deux pays remontent à 1960, il y a cinquante ans.

Du 02 au 06 mai 2007, l'ambassadeur du Cameroun au Caire, en mission à Ankara, a eu des entretiens avec quelques responsables turcs parmi lesquels le sous secrétaire d'Etat pour le

Commerce et le coordinateur pour les Affaires africaines au ministère des Affaires étrangères. De ces entretiens, il ressortait que la Turquie manifestait un grand intérêt pour le Cameroun, pays qui occupe selon les autorités turques, une place de choix en Afrique centrale. A ce jour, le cadre juridique de la coopération entre le Cameroun et la Turquie portait sur la signature le 2 mars 2004 à Ankara, de deux accords. Il s'agissait d'un accord de coopération économique, technique et commercial et d'un autre accord de coopération scientifique et culturelle. Un accord bilatéral de transport aérien entre le Cameroun et la Turquie a également été paraphé le 27 avril 2007 à Ankara. Les projets d'accords maritimes, de libre échange, de non double imposition et de coopération technique, scientifique et économique dans le domaine de l'agriculture sont en cours de négociation.

Intensification

Le Cameroun exporte principalement le bois, le pétrole

et l'aluminium vers la Turquie. Il importe le ciment, le fer, les pneus, les engrais, les équipements de boulangerie et le mobilier de maison à l'exemple des tapis. Jusqu'à présent, les relations économiques et commerciales étaient plutôt faibles. Selon une source diplomatique, le Cameroun exporte vers la Turquie surtout du bois, du pétrole brut, de l'aluminium. Il importe du ciment, des fers et métaux, de la levure, des pneus, des engrais, des équipements de boulangerie, du textile. La participation des Camerounais aux grandes rencontres économiques et commerciales organisées en Turquie, notamment le pont sur le commerce extérieur Turquie/Afrique (Tuskon I et Tuskon II), la foire internationale d'Izmir, le sommet de partenariat et de coopération Turquie-Afrique (17 au 21 août 2009), le forum mondial de l'eau etc., n'ont pas boosté véritablement les liens économiques. Pour les Turcs, le moment est venu d'aller au-delà de la vente et de l'achat des produits de part et d'autre, en signant des accords de partenariat.

zone du golfe de Guinée, ainsi que ses richesses variées : des hommes et des femmes formés, le sol et le sous-sol, les fleuves et la mer, le rôle du port de Douala pour les autres pays continentaux d'Afrique Centrale... Dans la perspective de cette campagne économique, le président turc était accompagné de 120 hommes d'affaires et l'un des points d'orgue de la visite était le forum économique prévu entre les Camerounais et leurs homologues turcs. Les attentes turques sont, à cet égard, fortes et concrètes dans les secteurs des nouvelles technologies, des mines et textiles, de la métallurgie, du tourisme, de la pêche... Les dossiers turcs, croit-on comprendre, sont prêts. Les Turcs auraient une vision moins administrative de l'intensification des relations dans ces domaines. Le Cameroun entretient avec la Turquie des relations diplomatiques caractérisées par l'accréditation des ambassadeurs. Le Cameroun est représenté en Turquie par Etoundi Essomba, ambassadeur résident du Cameroun à Tel Aviv en Israël. Atılay Ersan est le nouvel ambassadeur de Turquie au Cameroun. Il est également le premier ambassadeur turc à résider à Yaoundé : ses prédécesseurs résidaient à Abuja au Nigéria. Le Cameroun affiche une neutralité à propos du problème turco-grec concernant l'île de Chypre et considère la question kurde comme une affaire purement intérieure. Après l'ouverture d'une ambassade turque au Cameroun, les perspectives se portent vers la tenue d'une commission mixte turco-camerounaise et l'organisation d'une semaine commerciale camerounaise en Turquie : le principe étant acquis depuis 1991. Autant oublier cette échéance.

YVAN EYANGO

Du Nouveau **Du Nouveau**

HOTEL DU LITTORAL
R.P. 2023 - TEL : 33 42 24 84 / 99 57 10 89
Douala - Cameroun

au Restaurant "AFRIK SAVEUR" de l'Hotel du Littoral

Venez découvrir la gastronomie Camerounaise autour d'un Buffet spécial avec exclusivement au menu des spécialités culinaires du terroir et d'ailleurs.

NB : Votre buffet est ouvert de **Lundi à Vendredi** entre **12h00 et 18h00**.

Prix : 2.800 F cfa

Le Restaurant "AFRIK SAVEUR" allie modernisme et tradition dans un cadre rustique où vous trouverez un service de qualité et un accueil chaleureux.

"AFRIK SAVEUR" c'est toute la richesse culinaire Camerounaise.

A la recherche du doyen

"Omar Bongo n'est pas seulement le sage d'Afrique centrale. Il est le sage de toute l'Afrique, c'est notre doyen, notre baobab, autour duquel nous réglons tous nos problèmes. Il le faisait tellement bien, sans tambour et sans bruit...", avait déclaré Idriss Deby Itno, le président tchadien, au lendemain de l'annonce du décès du président gabonais. La phrase en disait long sur le rôle clé que le défunt chef d'Etat exerçait sur le continent. Antoine Glaser, journaliste et fin connaisseur de l'Afrique, confirmait : "Omar Bongo Ondimba, indique-t-il dans une interview accordée à France 24, jouait un rôle très important sur le continent. Il arbitrait tous les dossiers sensibles et intervenait dans tous les conflits majeurs." Au delà de sa succession à la tête du Gabon, c'était à la question de son remplacement dans le rôle de doyen des chefs d'Etats africains et de médiateur dans les conflits et autres dossiers brûlants.

En visite officielle en France le 23 juillet 2009, le président camerounais Paul Biya avait été pressenti pour devenir le doyen des chefs d'Etat de l'Afrique Centrale et partant, de notre continent. Si pour bon nombre d'observateurs de la scène politique africaine, au regard de sa longévité à la tête de son pays depuis vingt sept ans, son "doyennat" ne se pose pas, il y avait tout de même lieu de s'interroger et de craindre pour le rôle que cet absentéiste notoire pourrait être amené à jouer.

Craintes ? Le terme semble peut-être péjoratif. Mais ce chef d'Etat qui, sur le plan interne, n'hésite pas à faire fouetter ses opposants, à demander que l'on tire sur une foule de manifestants contre la vie chère, qui ne reçoit pratiquement personne à commencer par ses propres ministres, dont les conseils de ministres sont aussi rares que la pluie au désert. Sur le plan international pour ne pas dire régional, il brille par un absentéisme à l'origine du blocage de plusieurs dossiers communautaires. Pourra-t-il, pour une fois, être à la hauteur ? Force est de constater que c'est Blaise Compaoré qui s'illustre ces derniers temps dans les missions de paix. Alors que le torchon brûle à Bangui entre les acteurs politiques, personne n'a vu l'ombre de Paul Biya en Rca.

MAHEU

Lula à Yaoundé comme un météorite

Le séjour du président brésilien au Cameroun n'a pas produit les effets escomptés. Pourtant, le Brésil est aujourd'hui, une destination sûre.

« Votre visite est le point de départ d'un nouvel élan pour nos relations », avait déclaré Paul Biya, en mai 2005, à l'occasion de la visite du président Luiz Inacio Lula da Silva, au Cameroun. Le président brésilien entamait pour la quatrième fois en deux ans et demi sur ce continent où il jouit d'un grand prestige grâce à son engagement international en faveur des pays en voie de développement. Les autorités brésiennes avaient choisi un symbole fort pour traduire le renforcement des relations entre leur pays et le Cameroun. Elles avaient fait coïncider la venue du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, la première dans ce pays, avec la réouverture de l'ambassade du Brésil à Yaoundé après une fermeture de six ans pour des raisons budgétaires. Et le fait qu'une nouvelle représentation ouvre ses portes montre la grande importance que revêt le Cameroun aux yeux du Brésil. "La coopération brésilienne concerne le transport, l'éducation, le commerce, le sport... (...) Et je pense qu'il y a beaucoup de possibilités de coopération. D'abord parce que ce sont des pays tropicaux en voie de développement, et, en plus, les deux pays se font face sur le plan géographique. Ce n'est que l'océan qui nous sépare. De l'autre côté de Kribi, c'est Copacabana, à Rio de Janeiro", expliquait Arnaldo Salbert, ambassadeur du Brésil au Cameroun.

Accompagné d'une délégation de chefs d'entreprise, le président brésilien avait plaidé, en faveur du développement du commerce entre son pays et les

nations africaines, un flux Sud-Sud qui constitue l'un des axes forts de sa politique commerciale. Les échanges du Brésil avec le continent africain ont totalisé 6,5 milliards de dollars en 2004, dont près de la moitié avec le Nigeria, où Lula devait se rendre après son séjour au Cameroun. Une étape nigériane qui expliquait la présence dans la délégation présidentielle de plusieurs dirigeants de Petrobras, la compagnie pétrolière brésilienne.

LEÇONS

La visite de Lula en Afrique ne se bornait pas simplement à des aspects commerciaux. Son objectif était également d'essayer d'obtenir le soutien des pays visités derrière la candidature du Brésil qui souhaite obtenir un siège permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Dans le projet de réforme des Nations unies qu'il avait présenté, Kofi Annan, secrétaire général de l'Onu, avait plaidé en faveur d'un Conseil de sécurité "plus représentatif de la communauté internationale dans son ensemble". Et le Brésil défendait l'idée que deux représentants africains puissent également intégrer cette instance en qualité de membres permanents. Désireux de gagner une autre dimension sur la planète, le Brésil, un pays qui compte près de 180 millions d'habitants, souhaitait également être mieux représenté au sein d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale du Commerce (Omc). Le Brésil avait déposé une plainte en mars 2003 auprès de l'Omc pour dénoncer certaines aides accordées par les autorités amé-



Le président Lula, Brésil

ricaines au profit des producteurs de coton des Etats-Unis. Et il avait obtenu la condamnation de ces aides par l'Omc qui leur reprochait de "créer un préjudice grave" pour les autres producteurs de coton. Une décision saluée par des pays comme le Mali ou le Bénin, victimes de cette concurrence déloyale.

L'engagement de Lula en faveur d'une plus grande justice sociale et économique rencontre un important écho en Afrique. Lula est perçu, sur le continent, comme un homme capable de proposer une véritable alternative. Revenant sur la décision du Brésil de ne plus solliciter l'aide financière du Fmi, le quotidien camerounais Le Messenger estime ainsi que Lula donne "une leçon à nos chefs d'Etat, éternels quémandeurs d'aide". Pour ce journal, le Brésil a montré par l'exemple que "s'affranchir de la tutelle très nocive du Fmi est une exigence pour chaque pays africain". Le plus grand pays latino-américain sert également

d'exemple dans le domaine de la santé. Le Brésil a en effet activement participé à la réduction des coûts de traitement du sida en favorisant la fabrication de médicaments génériques. En 1996, le gouvernement brésilien a décidé de garantir l'accès universel et gratuit aux thérapies anti-rétrovirales, devenant le premier pays de l'hémisphère sud à s'engager de la sorte dans la lutte contre ce fléau. Et il n'hésite pas désormais à prêter assistance aux nations qui demandent de l'aide. Basée à Rio de Janeiro, la Fondation Oswaldo Cruz, une référence mondiale dans la production publique de médicaments génériques anti-sida, a ainsi commencé à transférer en mai dernier ses connaissances scientifiques et techniques au Nigeria et au Mozambique. Le nouveau départ de la coopération annoncé entre le Cameroun et le Brésil tarde à se matérialiser.

MAHEU

Shalom Cameroun

Florissantes après les indépendances, quasi inexistantes ensuite, les relations entre l'Etat hébreu et le Cameroun s'intensifient et obéissent désormais à des considérations sécuritaires

Depuis l'indépendance en 1960 le Cameroun et l'Etat d'Israël ont maintenu des relations de coopération jusqu'en 1973 (la guerre de Yom Kippour) quand beaucoup des pays africains avaient suspendus les relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël. En 1986, le Cameroun était parmi les premiers pays africains qui ont renoué des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël. La coopération entre le Cameroun et l'Etat d'Israël, se focalisent notamment dans le transfert des connaissances et des technologies en vue d'améliorer la situation économique du Cameroun. Raison pour laquelle la vitrine de cette coopération repose essentiellement sur les formations de courte, moyenne et longue durée qu'offre le programme israélien de coopération, "Mashav", dans les domaines sus mentionnés. Les objectifs sont clairs: renforcer les relations économiques entre l'Etat hébreu et le continent dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de l'irrigation, des infrastructures ou de la sécurité, bien entendu, mais aussi croiser le fer diplomatique avec l'Iran.

Pour elle, les Africains et le peuple juif partagent bien des points communs. Ils avaient dû se débarrasser de la tutelle coloniale. Ils avaient dû mettre en valeur des terres souvent ingrates. Et avaient été des victimes de l'Histoire, morts dans les camps de concentration ou réduits en esclavage... Au milieu des années 1960, Israël - farouchement hostile au régime d'apartheid sud-africain - entretenait des relations diplomatiques avec plus de trente pays africains. Il y a envoyé ses experts, formé des unités d'élite, vendu des armes. En 1966, une dizaine de pays africains ont reçu une aide militaire directe d'Israël. Un certain général congolais, Joseph-Désiré Mobutu, a même bénéficié, en 1963, d'un entraînement de parachutisme... Deux ans avant de prendre le pouvoir! Cette politique d'ouverture s'est altérée à partir de la guerre des Six Jours, en 1967: Israël est devenu une puissance conquérante. Mais la véritable rupture a eu lieu au moment de la guerre du Kippour, en 1973. Le franchissement du canal de Suez par les forces israéliennes a heurté les pays africains,

et le choc pétrolier a accru leur dépendance pétrolière vis-à-vis des pays arabes. Résultat: à l'exception du Malawi, du Lesotho et du Swaziland, tous ont coupé avec Israël - qui s'est alors rapproché de l'Afrique du Sud raciste. L'isolement de l'Etat hébreu a atteint son paroxysme le 10 novembre 1975, avec la résolution 3379 des Nations unies assimilant sionisme et racisme. Les seuls pays africains à s'y opposer étaient le Malawi, le Lesotho, la République centrafricaine, le Liberia et la Côte d'Ivoire.

Au-delà des positions politiques de principe, la realpolitik a néanmoins continué de s'imposer. Durant cette période, les liens économiques ont en réalité augmenté: les échanges commerciaux ont été multipliés par trois et les entreprises israéliennes ont accru leurs initiatives, en particulier au Nigeria, au Kenya et au Zaïre. L'absence de relations officielles n'a pas empêché non plus Israël de maintenir son assistance militaire. A la fin des années 1970, environ 35 % des ventes d'armes israéliennes se faisaient en Afrique. Comme en Côte

d'Ivoire, au Liberia, au Zaïre, au Togo, au Gabon... En juillet 1976, Israël s'est signalé par un coup d'éclat à l'aéroport d'Entebbe. L'opération Tonnerre a permis à Tshahal de libérer plus de deux cents otages détenus par le Front populaire de libération de la Palestine (Fplp). En 1978, les accords de Camp David ont marqué le début d'une légère embellie, mais il a fallu attendre 1982 pour que Mobutu Sese Seko, dans l'ex-Zaïre, annonce la restauration des relations diplomatiques, suivi par le Liberia (1983), la Côte d'Ivoire et le Cameroun (1986), le Togo (1987)... Quant à la dictature d'inspiration marxiste du colonel Mengistu, elle a reçu des armes et permis, en retour, le "rapatriement" des juifs d'Éthiopie, les Falashas. La Garde présidentielle camerounaise et la Sécurité présidentielle sont entretenues par Tshahal. On a pendant longtemps donné l'illusion aux Camerounais qu'Israël devait aider le Cameroun à développer ses régions sahéliennes. On attend toujours.

S.A.K

La France tourne le dos

L'hexagone se désintéresse du continent africain. Les raisons sont nombreuses.

« En Afrique francophone, notre problème n'est pas d'identifier de nouveaux investisseurs privés, mais d'empêcher ceux qui sont là de partir. » Ce constat d'Anthony Bouthelie, président délégué du Conseil des investisseurs (français) en Afrique noire (Cian), est confirmé par Jean-Pierre Barbier, directeur du département Afrique centrale, australe et océan indien de l'Agence française du développement (Afd) : « Le désinvestissement des entreprises françaises a bel et bien commencé, et a été accéléré par les événements en Côte d'Ivoire. » En effet, en dehors des petits entrepreneurs (dont une partie a été ruinée par la dévaluation du franc Cfa en 1994), la présence économique hexagonale en Afrique se résume désormais à une vingtaine de groupes moyens et grands. Parmi eux : Bouygues et Vinci (construction), Cfa (distribution spécialisée), Rougier (bois), Total (hydrocarbures), Castel (bière), Dagrès (coton), la Compagnie fruitière, Bolloré et Cma-Cgm (logistique et transport), Veolia (eau), Accor (hôtellerie), Air France, Bnp Paribas, Société générale (banque)... Il est loin le temps où, durant la guerre froide, les groupes français, très bien implantés en Afrique francophone, contrôlaient plus de la moitié des marchés au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Cameroun ou au Sénégal, et enregistreraient des profits considérables avec le soutien de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface). Au milieu des années 1980 encore, le Gabon représentait la moitié des réserves prouvées d'Elf Aquitaine, et des passerelles avaient été installées

entre le service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), le Quai d'Orsay et la compagnie pétrolière publique.

Désormais, le retrait des entreprises françaises est sensible. Les opérateurs hexagonaux délaissent le secteur forestier, dans lequel s'illustrèrent François Pinault et la famille de Bernard-Henri Lévy : Bolloré a vendu ses parts dans les plantations du continent, Thanry a cédé l'ensemble de ses concessions à des Chinois de Hongkong, sauf au Gabon ; Leroy a été racheté par des Portugais... Reste Rougier, un groupe de taille intermédiaire (146 millions d'euros en 2004, pour un résultat net de 1,4 million d'euros) - plus petit, par exemple, que l'allemand Danzer. Enfin, les Français ont peu participé au "bond" de l'investissement direct à l'étranger (Ide) en Afrique subsaharienne : la France se classe en quatrième position, avec 4 % du stock d'Ide, contre 13 % pour le Royaume-Uni, 8 % pour les Etats-Unis, et 5 % pour les Pays-Bas. Cette progression le fait d'Asiatiques, d'Américains et de Sud-Africains, devenus les premiers investisseurs sur le continent, mais guère de Français.

CONSTRUCTION

L'activité française dans le continent africain se porte désormais vers les bordures méditerranéenne, méridionale et orientale du continent, au détriment de l'Afrique de l'Ouest et centrale, plus pauvre, plus instable et moins peuplée. Le désengagement français et sa réorientation ont plusieurs causes. En premier lieu, la chute du mur de Berlin puis l'ouverture vers l'est ont



Nicolas Sarkozy

dirigé l'intérêt politique de Paris - et les flux financiers - vers l'Europe centrale et orientale. Très peu de groupes hexagonaux disposent encore d'une stratégie africaine : hors pétrole, l'Afrique attire moins de 5 % des investissements étrangers directs de la France, elle n'est clairement plus stratégique pour la France. En deuxième lieu, la "normalisation" de la présence française est encouragée par l'ouverture à marche forcée du continent sous la houlette de l'Organisation mondiale du commerce (Omc). La globalisation fait tomber les remparts qui protégeaient les groupes nationaux de la concurrence internationale : marchés captifs (pharmacie), monopoles ou oligopoles (transport aérien, téléphone filaire), aides publiques (infrastructures), routine sans risque de certaines activités (banque de dépôt)... Les Français doivent désormais affronter la

concurrence, notamment celle des Chinois.

Le secteur de la construction, est soumis à une telle compétition que le leader mondial Colas (groupe Bouygues), battu d'avance, ne prend plus la peine de participer à certains appels d'offres. L'aide de l'Afd étant déliée de toute condition de nationalité depuis le 1er janvier 2002, certains s'inquiètent de voir les Chinois rafler une part croissante des projets soutenus par cette institution. Leur présence - comme celle des Indiens, Malais et autres Asiatiques pourrait pourtant dynamiser les entreprises françaises. C'est aux Français d'être imaginatifs, de monter des joint-ventures, de proposer de nouveaux services, etc. Le redéploiement économique français s'expliquerait également par l'instabilité chronique du continent.

D.K.

L'Allemagne passe en force

Avec son accession à la magistrature suprême, Paul Biya lance une offensive, en direction de l'Allemagne. Il lance au passage : "le Cameroun n'est la chasse gardée de personne." Alors que le pays de Goethe connaît un succès dans le continent, le Cameroun reste désespérément loin des préoccupations allemandes.



Les entreprises de la première puissance exportatrice mondiale font le forcing. En cinq ans, les groupes allemands ont presque doublé leurs ventes en Afrique. Après Luanda et Malabo, ce sera, à partir du 15 juillet, au tour de Libreville et d'Accra d'être reliés à Francfort par des vols directs de la Lufthansa. Deux jours plus tôt, une vingtaine de groupes cotés au Dax (le Cac 40 allemand), dont le réassureur Munich Re et les produc-

teurs d'énergie E.On et Rwe, auront souscrit au lancement de Desertec, un consortium destiné à construire une gigantesque centrale solaire dans le Sahara. Un investissement évalué à 400 milliards d'euros. Enfin, en septembre 2009, lors de l'inauguration du métro d'Alger, Siemens apparaissait en tête de rame de cet investissement de 1 milliard de dollars. Autant d'événements

qui illustrent l'intérêt croissant des entreprises allemandes pour l'Afrique. En vingt ans, les investissements directs en provenance de la République fédérale n'ont cessé d'augmenter et le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises allemandes sur le continent s'élève aujourd'hui à plus de 25 milliards d'euros. Parallèlement, les garanties concédées par l'État allemand à ses entreprises s'implantant en

Afrique ont doublé en dix ans, augmentant même de 27 % entre 2006 et 2007. Certes, le tropisme africain du président allemand, Horst Köhler, n'est pas un secret, à tel point qu'il lui a été reproché de s'intéresser davantage à l'Afrique qu'à son propre pays. De même, l'offensive culturelle "Aktion Afrika" orchestrée par l'ouverture de onze Goethe-Institut en Afrique subsaharienne, dont la dernière date du 11 juin 2009 en Angola, confirme l'intérêt allemand pour le continent.

Présents depuis plusieurs décennies, les fleurons de l'industrie tels Siemens ou E.On considèrent jusqu'alors l'Afrique comme un réservoir de matières premières. Aujourd'hui, ils découvrent qu'ils ont des cartes à jouer dans l'essor économique du continent. Et dans des secteurs où ils excellent : production énergétique, transports et construction mécanique. Cette activité rencontre beaucoup de succès en Afrique. En 2008, la demande en machines pour la construction et pour l'extraction minière a augmenté de 20 %, voire de 50 % dans certains pays.

Les investisseurs alle-

mands, s'ils sont séduits par ces nouveaux marchés, sont aussi convoités par les États. Le Togo, la Côte d'Ivoire et l'Algérie ont envoyé des missions économiques à Berlin dans le but de resserrer les liens bilatéraux. En retour, Angela Merkel n'a cessé d'inviter ses Pme-Pmi à entrer sur un continent de 900 millions d'habitants. Et multiplie les sommets germano-africains comme l'Energieforum, qui a fêté sa quatrième édition en avril 2009. Sur place, l'Allemagne intensifie ses relais locaux avec l'ouverture de chambres consulaires, comme en Angola, au Kenya et au Ghana en 2008. Et le "cocooning" des entreprises allemandes dans ces régions d'Afrique se poursuit. Après avoir ouvert une représentation en 2007 à Addis-Abeba, en 2008 à Lagos, la Commerzbank vient de s'implanter à Tripoli en mai dernier. Elle sert d'interface entre les exportateurs allemands et les banques locales, apportant les garanties nécessaires.

DAVID KOFFI

Les fruits de la coopération

Le 26 mars 1971

qu'Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun d'alors, et Mao Tse Tung, président de l'empire du milieu, signent l'acte de naissance de coopération entre les deux pays. Depuis cette période, le pays des Lions indomptables n'a cessé de bénéficier des retombés de cet accord. Lequel a été ratifié à maintes reprises. Pour se faire, plusieurs réalisations ont été faites par les chinois dans "l'Afrique en miniature". Parmi celles-ci, on a l'achèvement de la construction du barrage de Lagdo sur la Bénoué dans les années 1980, de l'Hôpital gynéco obstétrique de Nguosso à Yaoundé et de son centre anti-paludéen en mars 2002, du palais des congrès de Yaoundé livré depuis 1979 et qui a déjà abrité de grandes manifestations comme les sommets de l'Oua en 1996 et celui de la France-Afrique en 2001, de deux écoles rurales à Nanga-Eboko, Mvomeka'a et Euder, de l'alimentation en eau potable ainsi que quatre tronçons routiers d'environ 13 km à Douala et aujourd'hui, le palais polyvalent des sports de Yaoundé. Ce dernier se dresse sur une superficie de 12000m2 sur un espace de 36000m2. Ce fruit de la coopération sino-camerounaise vieille de 38 ans déjà a coûté une faramineuse somme de 14 milliards de F Cfa. Un don chinois non remboursable. Il compte 5400 places assises et capable d'accueillir plusieurs activités sportives telles que : le handball, le volley-ball, le basket-ball, le badminton, le tennis de table, la gymnastique, la boxe, le futsal, entre autres, des conférences, des séminaires, des expositions, des mariages et des concerts de musiques de toute sorte. Ce projet de construction a été mijoté le 23 novembre 2001. Et la signature des documents par les deux parties survient le 6 août 2004. Les travaux ont démarré en janvier 2006 pour aboutir à ce temple sportif.

YVAN EYANGO

Le Cameroun comme un enjeu

Depuis son élection, le président français a fait le tour de la plupart des pays anciennement colonisés par la France. Le Cameroun attend toujours d'être visité par Nicolas Sarkozy.

Il y a, autour de la question de l'insécurité dans le golfe de Guinée, un chassé croisé entre les grandes puissances; la France et les Etats-Unis se relayant dans leurs efforts d'assistance aux Etats riverains du Golfe de Guinée. Selon des sources bien introduites, la France qui redouterait de plus en plus d'être "bousculée" dans son "pré carré", notamment par les Américains et les Chinois, aurait décidé de passer à l'offensive. Elle tente, et ce depuis 2006, de renforcer sa présence en Afrique; la présence au Cameroun constitue un point majeur de sa feuille de route. Effectivement, beaucoup de Camerounais se posaient la question de savoir pourquoi la France avait tendance à s'intéresser plus aux autres pays francophones d'Afrique (Gabon, Sénégal, Côte d'Ivoire) que le Cameroun. Ceci jusqu'à ce que en 2006, avec la signature du Contrat Désendettement Développement (C2d), un mécanisme portant sur 537 millions d'euros, la France recommence à s'intéresser sérieusement au Cameroun.

L'ex métropole aurait peur de perdre du terrain face à la montée en puissance des pays tels que les Etats-Unis et la Chine. Lorsqu'en 2008 un bateau de guerre américain débarque dans les eaux territo-

riales du pays dans le cadre d'une des missions d'Africom (nouveau commandement américain pour l'Afrique), un bâtiment de guerre français fait pareil en accostant aussi à son tour aux larges des côtes camerounaises. Officiellement, les deux nations qui se bousculent aux portes du Cameroun avancent qu'elles ont toutes des accords de coopération militaire avec la République du Cameroun. Ceux-ci, apprenant, permettent entre autres à l'armée camerounaise de bénéficier du renforcement des capacités de ses troupes notamment dans le domaine de la sécurité maritime.

INFLUENCE

Le Golfe de Guinée disposerait d'un des plus grands gisements sous-marins de pétrole connus au monde. Avec 24 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées, cette partie du continent, qui est une synthèse de l'Afrique occidentale et de l'Afrique centrale, est de loin la première région pétrolière africaine, avec des pays comme le Nigeria, l'Angola et la Guinée équatoriale, qui figurent au peloton de tête des producteurs de pétrole du continent. Rien d'étonnant que sur les 9 millions de barils de pétrole produits quotidiennement en Afrique, cinq millions



Paul Biya

de barils, donc plus de la moitié, proviennent du Golfe de Guinée.

Avec une production de 4,5 millions de barils/jour, le Golfe de Guinée est devenu une région des plus prometteuses. Le Nigeria en particulier, produit 2,6 millions de barils/jour (1er producteur africain), et l'Angola 1,15. Un brut de qualité, facile à raffiner, qui suscite l'intérêt des consommateurs européens, américains et chinois. La plupart des gisements du Golfe de Guinée sont offshore, ce qui procure plusieurs avantages dans la mesure où les gisements sont protégés des conflits armés de la région. Ainsi, la production est rela-

ivement constante et sûre, et les exportations vers l'Europe et les Etats-Unis sont facilitées. Le golfe de Guinée émerge ainsi comme un nouveau centre de gravité énergétique. L'influence de l'Europe, et de la France en particulier, est ancienne. Mais les Etats-Unis sont eux-aussi de plus en plus présents. Dès lors, la forte attractivité de cette région suscite des convoitises de la part des pays consommateurs: des Européens, qui ont une influence traditionnelle dans la région, mais aussi, de plus en plus, des Américains et même des Chinois.

YVANNA CLAIRE OWONA

PostScriptum

Au service du développement

La diplomatie camerounaise a des traits qui reviennent: diplomates oubliés à leurs postes, diplomates déserteurs, chancelleries abandonnées sans ressources, etc. La plupart des ambassades camerounaises souffrent du manque de moyens de fonctionnement. Les bâtiments des chancelleries, acquis pour la plupart à l'époque d'Ahidjo, ne connaissent pas de maintenance adéquate. Les diplomates déplorent aussi la précarité qu'ils vivent de plus en plus et qui les rend inefficaces, même lorsqu'ils doivent intervenir au profit des compatriotes en difficulté à l'étranger. Car eux-mêmes connaissent parfois les difficultés que vivent leurs compatriotes. Il y a aussi l'absence d'un statut adéquat. Il en existe un, qui date du décret de 1977, soit une trentaine d'années. Des actions pour le renouveler ont été menées, mais ces travaux n'ont jamais connu de suite auprès de la hiérarchie. En 1993, un comité spécial a élaboré un nouveau statut, sous la présidence de Jean Baptiste Baskouda, alors conseiller à la présidence. Ce statut prévoyait la modernisation tant réclamée par les diplomates: la rotation dans les diverses zones du monde (zone difficile: Asie, Amérique latine et Afrique; zone facile: Europe et Amérique du nord); la limitation du nombre des années à un poste (3 ans) et à l'étranger (6 ans, pour deux postes) et trois ans à l'administration centrale, avant un autre déploiement, sauf cas exceptionnel. Ce statut prévoyait aussi la retraite à 65 ans. Le texte insiste sur le respect de la grille hiérarchique, qui protège les plus gradés des frustrations. L'action internationale d'un Etat africain comme le Cameroun devrait reposer sur une base idéologique solide et être guidée par des principes cohérents bien pensés. La substance et les procédures sont fixées de manière étroite comme le sont la politique étrangère et la diplomatie. Dans ce cadre, la diplomatie peut être décrite comme l'instrument grâce auquel les Etats défendent et tentent de faire prévaloir leurs intérêts fondamentaux dans un monde traversé par des frontières perméables mais plus complexes qu'autrefois. Pour faire sortir le Cameroun de sa situation de dénuement, des politiques audacieuses et originales doivent être menées aussi bien sur les plans international, régional que national. La concentration et l'orientation des enjeux de la diplomatie vers le service des communautés constituent la diplomatie de développement.

JEANLIN

La nouvelle donne mondiale

Le cœur du monde a cessé de battre en occident. De nouveaux pays sont à la conquête du monde.

Encore loin derrière le Royaume-Uni, les Usa et la France, les pays émergents investissent à leur tour en Afrique. L'offensive de la Chine est spectaculaire. C'est sans compter avec l'Inde, l'Afrique du Sud ou les Etats du Golfe. L'Afrique serait-elle en passe de devenir la 23ème province chinoise? Forte du succès de ses zones économiques spéciales (Zes), à l'exemple de Shenzhen près de Hong-Kong, la Chine s'active auprès des gouvernements africains depuis quelques mois, en vue de transposer son modèle sur le continent noir. Quatre zones ont été identifiées et "au cours des trois prochaines années, ce sont neuf autres zones qui devraient être créées, avec l'appui de la China Exim Bank", indique Martyn J. Davies, directeur exécutif du Centre for Chinese Studies (Ccs), à l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud.

Offrant des facilités d'investissement et d'exportation aux entreprises chinoises, la première Zes se situe à Chambishi en Zambie, "la ceinture de cuivre du pays". La Chine a prévu d'y consacrer 900 millions de dollars. La continuité des activités des compagnies minières chinoises opérant en Zambie devrait être assurée par la création d'une autre Zes en

Tanzanie, avec pour vocation le transport maritime. Maurice, de son côté, se prépare à accueillir une quarantaine de sociétés manufacturières chinoises tournées vers l'exportation. La quatrième zone devrait se situer au Nigeria. Dans le pays, China National Offshore Oil Corp (Cnoc) a déjà effectué l'un de ses plus gros investissements à l'étranger avec l'acquisition, en 2006, de 45% d'un champ pétrolier offshore, pour 2,2 milliards de dollars.

Si la Chine se veut rassurante quant aux suites économiques et politiques éventuelles de sa présence en Afrique, c'est que son appétence pour les ressources naturelles du continent est considérable. Selon la Cnuced, la Chine a cumulé 1,6 milliard de dollars d'investissements directs, fin 2005, à destination première du Soudan, de l'Algérie et de la Zambie. En termes de flux, les Ide chinois sont passés de 30 millions de dollars en 2002 à près de 400 millions en 2005, avec un mode d'entrée qui privilégie la constitution de joint-venture. Des chiffres qui sous-évaluent très vraisemblablement la réalité, si l'on considère l'accélération des opérations chinoises sur le continent ces derniers mois. L'offensive est spectaculaire. Il y a le pétrole bien sûr (Cnoc,

Cnpc, Sinopec), le secteur minier (China Minmetals Corporation, Sinosteel), mais aussi l'industrie manufacturière, les télécommunications ou la construction (China State Construction & Engineering Corporation, China Harbour Engineering Company). Aujourd'hui, les sociétés chinoises remportent près de la moitié des contrats publics dans le secteur de la construction en Afrique, indique l'Ocde, aidées en cela par des prix 20 à 30% inférieurs à ceux proposés par leurs concurrents occidentaux.

La Chine n'est pas la seule à faire montre d'une telle fringale. Si ce pays reste présent au Cameroun, les autres ont tout à prouver. La Malaisie détient des participations conséquentes, via la compagnie pétrolière Petronas. Mais si la Chine semble plus "agressive" dans sa politique commerciale et d'investissement à l'égard de l'Afrique, voire occuper davantage le terrain médiatique, son efficacité ne doit pas occulter la place prépondérante occupée par les entreprises à capitaux indiens. Depuis de nombreuses années, l'Inde entretient des relations privilégiées avec plusieurs pays africains, tels Maurice, le Kenya et l'Afrique du Sud. Les entreprises indiennes sont actives dans l'industrie manufac-

turière et les services. Le groupe diversifié Tata, par exemple, est présent dans une dizaine de pays africains et envisage d'investir directement près de 50 millions de dollars sur le continent au cours des trois prochaines années. En 2006 et 2007, de nouveaux projets ont notamment été initiés en Afrique du Sud (ferrochrome, télécommunications, automobile), en Ouganda (usine de café soluble) et en Zambie (centrale électrique). L'Inde s'intéresse, à son tour, aux richesses du sous-sol africain. Ainsi, Arcelor Mittal, le géant mondial de l'acier, qui souhaite faire de l'Afrique de l'Ouest "un pôle majeur" pour ses approvisionnements en fer, a signé un accord en février dernier pour l'exploitation de minerais dans la région de Faleme, dans le sud-est du Sénégal. Le groupe, contrôlé par le magnat indien Lakshmir Mittal, est déjà très actif dans la production d'acier sur le continent, via ses filiales en Afrique du Sud et en Algérie. L'autre pôle majeur d'investissements est l'Afrique du Sud. A la différence de la Chine qui est plutôt dans une logique commerciale, de réexportation, l'Inde et l'Afrique du Sud visent davantage les marchés locaux, encouragés par les politiques de déréglementations.

ETIENNE LANTIER

MGR PAUL VERDZEKOV

Archevêque émérite de Bamenda : 22 /01/ 1931 - 26 /01/ 2010

Né à Shisong (Kumbo) le 22 janvier 1931, de Bara et Francisca Viyoy, le futur premier Archevêque de Bamenda est baptisé trois jours plus tard à Shisong, le dimanche 25 janvier, fête de la Conversion de St. Paul. Entre 1937 et 1944, le couvent et l'École Sacré Cœur de Shisong accueillent Paul Verszekov pour la maternelle et les études primaires, à la fin desquelles il servira comme maître stagiaire, de janvier 1945 à décembre 1947, dans deux établissements catholiques de la paroisse de Shisong. Pendant trois années (1948-1950), il est inscrit à l'école normale de Njinikom pour la formation d'enseignants du primaire, dont il obtient le diplôme en décembre 1950, avant d'être nommé, en janvier 1951, directeur de ce même établissement désormais transféré à Bambui.

Le séminariste et le prêtre C'est en janvier 1952 qu'il entre au Petit séminaire Ste Famille de Sasse (Sud-Ouest actuel). Il y étudie trois ans, puis il est admis au séminaire propédeutique de Bigard (Enugu, Nigeria) pour deux années. D'octobre 1957 à juin 1962, il poursuit et termine sa formation à la prétrise au Collège Pontifical Urbano à Rome.

Paul Verdzekov est ordonné prêtre le 20 décembre 1961 à Rome, en même temps que son camarade d'école, Pius Suh Awa (futur évêque de Buéa), par le Cardinal Agagianian, alors Préfet de la Congrégation de la Propaganda Fide.

Il reste à Rome, à la demande de ses supérieurs hiérarchiques du Cameroun, pour poursuivre des études en sciences sociales à l'Université Pontificale Grégorienne. Paul Verdzekov rentre au Cameroun en août 1965, muni d'une licence en sciences sociales.

Il exerce comme curé à la paroisse St Joseph de Tiko (1965), à la paroisse Sacré-Cœur de Fiango (1966) et à Victoria (Limbe). En septembre 1967, il repart à Rome pour préparer un doctorat à l'Université Grégorienne. Il rentre au Cameroun en août 1969, muni



de son doctorat en sciences sociales. Son Evêque lui confie la direction de l'Information catholique du diocèse de Buea.

Verdzekov, évêque de Bamenda Le 13 août 1970, le Pape Paul VI crée le diocèse de Bamenda (en partition de l'unique diocèse anglophone de Buéa) et en nomme Paul Verdzekov premier Evêque. Qui reçoit la consécration épiscopale le 8 novembre suivant à Mankon Bamenda. En octobre 1971 et en octobre 1997, le nouvel Evêque représente la Conférence épiscopale du Cameroun respectivement à la 2e et à la 4e Assemblées générales ordinaires du Synode des Evêques.

Le 24 avril 1982, le diocèse de Bamenda est scindé pour donner naissance au diocèse de Kumbo. Les trois diocèses anglophones du pays forme la Province ecclésiastique de Bamenda, dont Mgr Paul Verdzekov devient l'Archevêque métropolitain. Il est en même temps Administrateur Apostolique du nouveau diocèse jusqu'à la nomination de l'Evêque de Kumbo. Le nouvel Archevêque reçoit le pallium archiepiscopal le 22 février 1983 en la Cathédrale St Joseph de Mankon.

Missions internationales En octobre 1987, Mgr Verdzekov est membre, désigné par le Pape, de la 6e Assemblée générale du Synode des Evêques. En 1989, le Pape Jean Paul II le nomme membre de la commission d'organisation de l'Assemblée spéciale du Synode des Evêques pour l'Afrique, au cours de laquelle il exerce les fonctions de président de la sous-commission pour la Proclamation. Il prend part à cette Assemblée spéciale, qui se tient en avril et mai 1994, et dont il est nommé président de la Commission d'élaboration du Message final.

Membre de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, l'Archevêque de Bamenda est plusieurs fois, entre 1993 et 1998, envoyé du Saint-Siège auprès des Grands Séminaires de la Province ecclésiastique de Kananga, à l'Est et à l'Ouest du Zaïre, ainsi qu'au Malawi. Il effectue de même des visites apostoliques et donne des conférences aux grands séminaires et aux Evêques, à la demande du Vatican.

La retraite et le décès Le 22 janvier 2002, jour de ses 71 ans, Mgr Verdzekov demande au St Siège la désignation, pour l'Archidiocèse de Bamenda, d'un coadjuteur avec droit de succession. Mgr. Cornélius Essua,

Evêque de Kumbo, est nommé à cet effet le 7 décembre 2004. Quelques mois avant son 75e anniversaire du 22 janvier 2006, le Père Paul demande à prendre sa retraite et à céder officiellement son siège à son successeur dès le lendemain de cet anniversaire, le 23 janvier 2006. Souhait exaucé par le Saint-Père. Ce jour-là précisément, Mgr Cornelius Essua est installé comme Archevêque métropolitain de Bamenda.

Entretemps, Mgr Verdzekov aura encore été désigné pour participer à la 11e Assemblée générale du Synode des Evêques, du 2 au 23 octobre 2005.

Retiré à Ntasen, près de Bamenda, l'Archevêque émérite sert comme curé du village et comme aumônier de l'Hôpital St François d'Assises, tenu par les Sœurs Tertiaires de St François. Doté d'une intelligence exceptionnelle et d'un très grande capacité de travail (c'est bien ce qui lui a valu toutes les missions et fonctions à lui confiées par le Vatican), il s'adonne désormais, comme toujours, à la lecture et à l'écriture. Il produit des articles pour l'hebdomadaire catholique L'Effort Camerounais et pour le mensuel Cameroon Panorama, publié par le Service de l'Information catholique du diocèse de Buea (où il avait commencé son apostolat à la fin de ses études). Selon ses proches et ses confrères évêques, il s'est attelé, avant sa mort, à la rédaction d'un ouvrage sur le procès, les accusations et les tribulations injustes de Mgr Albert Ndongmo, Evêque de Nkongsamba. Il faut rappeler que c'est Mgr Verdzekov, à peine nommé Evêque en 1970, et Mgr Julius Pecters, Evêque de Buea d'alors, qui ont contacté deux avocats pour défendre Mgr. Ndongmo, Mes Luke Sendze et Fon Dinka. Mgr Paul Verdzekov est décédé le mardi 26 janvier 2010, dans sa résidence de retraite à Ntasen, quatre jours après la célébration de ses 79 ans.

LA RÉDACTION

Ils ont dit

Un intendant zélé
" Un pasteur qui s'attacha profondément à l'Eglise à Bamenda dont il avait reçu la charge et qu'il servie avec générosité...[qu'il reçoive] la récompense promise aux intendants zélés et fidèles de ses mystères ".
Le Pape Benoît XVI

Un homme très intelligent
" S'était un homme très intelligent, un pasteur très encyclopédique...Je cois qu'il a dû transmettre tout ce qu'il avait comme qualité et talent à ses jeunes frères dans le sacerdoce et aux fidèles laïcs ".
Mgr Daniel Mizanzo Evêque de Nkayi (Congo-Brazzaville)

Visionnaire, prophète, pédagogue
" En bon visionnaire, en prophète de son temps, en bon pédagogue, il a laissé à la prospérité une contribution vitale pour l'assainissement de notre société. A ceux qui pensent qu'on vaincra les détournements de deniers publics par les arrestations à tête chercheuse, Mgr Verdzekov oppose la formation morale et l'éducation citoyenne."
Gildas Mouthé Effort Camerounais

Défenseur des droits de l'Homme
" Le souci du respect de l'autre était l'idéal de la vie de Mgr Paul, lui qui n'a jamais fermé les yeux sur toutes les tentations de violation des droits de l'Homme dans notre pays et sur notre continent [...] On n'oubliera jamais le travail que la Commission diocésaine Justice et Paix a fait ici (Bamenda) pendant les échéances électorales au Cameroun, avec tout ce qu'elles comportent de malhonnêteté et de tricherie.

Homme de vérité, ami de la vérité
" Il n'avancait aucune pensée sana qu'elle ne vérifiée...la mort est venue vous trouver la plume à la main, en train d'écrire pour la postérité vos convictions en prouvant que Mgr Albert Ndongmo n'était pas coupable de tout ce qu'on a voulu nous faire croire "
Mgr. Samuel Klela Archevêque de Douala.

Un gentleman
" Il était un grand prêtre qui, de son vivant, avait choisi de plaire à Dieu. Il était un prêtre Saint et zélé, un bon pasteur dévoué, un serviteur de l'Eglise, un homme de foi, un chrétien simple et humble, un gentleman et un intellectuel, qui prêchait, pratiquait et défendait la vérité et la justice. Sa devise épiscopale était " La vérité vous rendra libre ".
Mgr Cornélius Essua Archevêque Bamenda

La dernière journée



Selon le témoignage des Sœurs Tertiaires de St François) Ntasen, ce mardi, 26 janvier 2010 qui verra

s'éteindre Mgr Paul Verdzekov, la journée du retraité s'annonce tout à fait ordinaire.

Le Père Paul (Father Paul,

comme l'appelait affectueusement) se lève à 5 heures du matin, comme d'habitude : méditation, prière du matin, et messe de 6 heures.

Après le petit déjeuner, il va se lier à la lecture dans son bureau, d'où il sort à 9h pour sa promenade, au cours de laquelle les quelques malades de l'hôpital des Sœurs dont il est l'aumônier, sollicitent sa bénédiction, comme d'habitude.

A la fin de la promenade, il rentre chez lui et s'affaire à préparer le voyage qu'il devait entreprendre le lendemain pour Bertoua, Batouri et Obala, en vue de prendre part, avec ses confrères dans l'épiscopat, à l'installation d'un nouvel Archevêque et la consécration de deux nouveaux évêques.

Il prend son déjeuner à

13h, puis envoie son chauffeur à l'archevêché de Bamenda pour récupérer les documents qu'il devait exploiter pour ses travaux d'écriture. Il se ensuite dans sa chambre pour la sieste. A 15h30, il se rend l'oratoire pour l'office des heures, à la fin duquel il traverse le salon et la salle à manger pour aller à son bureau.

C'est là qu'une religieuse, qui allait lui remettre un message, le découvre étendu au sol, aux environs de 16h. Surprise, elle alerte alors le médecin de garde, qui vient constater le décès du Père Paul.

Ainsi meurt au travail, ce mardi 26 janvier 2010, Mgr Paul Verdzekov, qui venait de célébrer, quatre jours plus tôt, son 79e anniversaire.

LA RÉDACTION

**Témoignage de
Mgr Samuel
Kleda**

Quel beau témoignage d'amour Mgr Paul, vous nous laissez en ce début du XXIème siècle !
Votre place au sein de la Conférence Episcopale du Cameroun, reste marquée avec le souvenir d'une mémoire vivante de l'Eglise qui est chez nous ; l'Eglise à laquelle vous avez, avec délicatesse et discrétion ramenée toujours au Concile Vatican II. Votre vaste culture et cette capacité remarquable de citer les textes du magistère par cœur en tenant scrupuleusement à vérifier toujours les textes, reste gravée à jamais dans nos mémoires et nous donne envie de vous imiter.

Pasteur d'une grande humilité, d'un grand sens du prochain, respectueux de tous sans distinction d'âge, de rang ni d'origine, et en aucun cas ne voulant blesser personne par une parole maladroite, même vos propres prêtres. Il me revient à l'esprit ce témoignage de quelqu'un qui vous a bien connu, qui était cher à votre cœur et qui vous le rendez bien : que voulant réprimander vos prêtres et ne voulant pas les humilier et éviter que cela soit connu de tiers, vous leur adressiez des lettres d'observation en latin !

Le souci du respect de l'autre était l'idéal de la vie de Mgr Paul, lui qui n'a jamais fermé les yeux sur toutes les tentatives de violation de droits de l'homme dans notre pays et sur notre continent. Ce combat pour les droits de l'homme a caractérisé la vie et les orientations pastorales de l'Archidiocèse de Bamenda, au point qu'on n'oubliera jamais le travail que la Commission diocésaine Justice et Paix a fait ici pendant les échéances électorales au Cameroun, avec tout ce qu'elles comportent de malhonnêteté et de tricherie.

Voici, extrait de son oraison funèbre du 13 février dernier, ce que Christian Tumi sait et pense de Paul Verdzekov : " [...] As a Bishop, Father Paul Verdzekov was a great teacher and preacher. A seasoned intellectual was Paul Verdzekov. But so humble was he, that he would never accept to give a homily even to a very small Christian community if he had no time to prepare it well and with doctrinal clarity. A priest once said of him : I have always learned

Christian Tumi Parle de Paul Verdzekov

Il fallait connaître l'intensité des relations personnelles qui lient les deux hommes pour imaginer et comprendre la profondeur de la douleur du Cardinal Christian Tumi face à la mort de Mgr Paul Verdzekov. " Le Révérend Paul Verdzekov est vraiment mort ! ". Tels sont les premiers mots, empreints d'une évidente tristesse, de l'émouvante homélie du Cardinal lors des cérémonies d'inhumation, le 13 février 2010, à l'esplanade de la Cathédrale Saint Joseph de Bamenda.

Tous deux originaires de Kumbo, amis d'enfance, avec à peine trois mois de différence d'âge (15 octobre 1930 pour Tumi, 22 janvier 1931 pour Verdzekov), ils ont fréquenté les mêmes écoles de base, ils ont enseigné dans les mêmes écoles, leur " premier amour ", selon la formule du Cardinal, ayant été l'enseignement. Ils ont eu et admiré le même maître, le Pr Bernard Folon, aujourd'hui de regretté mémoire. Ils ont reçu l'un et l'autre, la formation au sacerdoce au Nigeria.

Deux complices dans le bien

Les meilleurs complices dans le bien et la façon de penser, l'un est toujours auprès de l'autre dans les grandes étapes de leur vie et de leur métier de prêtre. De très nombreuses photos révèlent quelques phases de cette longue amitié et de cette profonde admiration réciproque. Seule la mort a pu les séparer. Provoirement.

Voici, extrait de son oraison funèbre du 13 février dernier, ce que Christian Tumi sait et pense de Paul Verdzekov : " [...]

As a Bishop, Father Paul Verdzekov was a great teacher and preacher. A seasoned intellectual was Paul Verdzekov. But so humble was he, that he would never accept to give a homily even to a very small Christian community if he had no time to prepare it well and with doctrinal clarity. A priest once said of him : I have always learned

something new each time I listen to Bishop Paul preach. Father Paul Verdzekov, a sociologist, was considered such a good theologian by Pope John Paul II, that he appointed him member of the Pontifical Congregation for the Doctrine of the Faith. As member of this Congregation Father Paul contributed much in the writing of some chapters in the current Catechism of the Catholic Church. He was one of the two African Bishops who worked with Pope John Paul II to produce the post-synodal document, Ecclesia in Africa which is so well known in our Christian communities.

Father Paul Verdzekov was a preacher and teacher who always prepared well what he had to say. A brilliant student of the social and theological sciences was Father Paul Verdzekov, who in his youth was able to prepare for the Cambridge school certificate in three, instead of five years and had every subject with distinction.

One thing this man, this very brilliant man, Paul, with the memory of an elephant could not do : he could not help anyone to have, like him, the power of remembering with details all one had read. I asked him to teach me how to remember easily and he could not.

Rev. Father Paul Verdzekov was also always very conscious of his duty as a Bishop to prepare every member of the church that is in Bamenda for the final coming of Christ. He said mass for the faithful of Christ in the diocese every Sunday and days of obligation wherever he might be in the world.

Father Paul's worry, reading his many pastoral letters to the Christians, was to see how to help them grow from day to day in their lives with Jesus who is the life, the truth and the way to God the Father. He brightened up and smiled where truth was told and saddened where truth was not. There was a way of talking and doing of which one had to be careful when Paul was present. Paul did not want to contradict anyone publicly. If he did not agree with what one says saying, he became seriously



silent. Silence with Paul on such occasion did not mean consent. It meant non consent or doubt. Father Paul Verdzekov believed and rightly so, that truth alone is eternal and saves, and where it is professed the Lord the eternal truth itself is present. As Bishop he was a good Administrator. He laid the foundation of the good and transparent administration that the Archdiocese of Bamenda enjoys today.

Reverend Father Paul Verdzekov carried out the three essential duties of a bishop which are the teaching, the sanctifying and the government of the people of God, with exemplary seriousness.

Dear brothers and sisters, to us, Father Paul Verdzekov left us for eternity unprepared. I think he was ever ready to leave this life. Once he told me - citing a spiritual writer - that a priest, and Paul was a priest, should celebrate every mass with such devotion as if it were his last celebration of the Eucharist on earth.

I think Father Paul could have said in all sincerity like the apostle Paul, who knowing that his death was imminent, wrote to Timothy : "the time of my departure (from this world) is at hand... I have finished the race. I have kept the faith. (2 Timothy 4, 6-7) To wait like Paul for the time of our departure from this world to the next we

should gird our loins and light our lamps "and be like servants who await their master's return from a wedding, ready to open (the door) immediately when he comes and knocks. For at the hour you do not expect the son of Man (and the Lord of all) will come. Blessed will be those of us whom the Lord will find vigilant on his arrival. Amen." (Luc 12,35-40).

Déjà dans ouvrage traitant de ses relations tumultueuses avec les régimes d'Ahidjo et de Biya, ouvrage préfacé par Mgr Verdzekov, le Cardinal Tumi écrivait : " [Le Père Paul Verdzekov] est pour moi un ami, un frère, l'homme qui a toujours été à mes côtés dans les moments importants de ma vie. Bien sûr, il n'était pas là à ma naissance, parce que je suis son aîné de trois mois ! Mais... il a été à mes côtés le jour de ma première messe solennelle à Kikaikelaki, mon village natal. Il est à mes côtés à Rome, quand le Pape Jean-Paul II, de vénéré mémoire, m'ordonne évêque de Yaounda, le 06 janvier 1980. Il est encore avec moi à Rome, quand Jean Paul II me crée Cardinal le 28 juin 1988. C'est le lui qui a produit le curriculum vitae le plus détaillé de Christian Tumi. Cher Paul, merci pour tout ".

LA RÉDACTION

CÉLESTIN LINGO

Le travail commencé par Mgr Verdzekov sur l'affaire Ndongmo sera poursuivi

Proche parent de Mgr Paul Verdzekov, Célestin Lingo évoque les derniers instants passé avec l'Homme de Dieu.

Germinal : Avez-vous connu Mgr Paul Verdzekov , l'Archevêque émérite de Bamenda ?

Célestin Lingo : Paul Verdzekov , décédé le 26 janvier dernier, est mon frère. Un Banso de Kumbo de la famille de ma mère. Un Banso et non pas un Russe, comme le fait penser la consonance de son nom, qui signifie " nous sommes en brousse " ! Mais, ce n'est pas d'abord à ce titre que le j'ai connu et que j'ai noué des relations avec lui. Il est évêque de Bamenda en 1990, et la nouvelle de cette nomination paraît en Août dans le même numéro de l'Effort camerounais qui annonce l'arrestation de Mgr Albert de Ndongmo, évêque de Nkongsamba, le 22 août. Dans ma tête, le nom de Mgr Verdzekov est donc toujours associé à celui de Mgr Ndongmo. Non seulement à cause de cette coïncidence fortuite, mais aussi parce que c'est le tout nouvel évêque de Bamenda et son confrère évêque Buéa, Mgr Julius Peeters, qui ont contacté les deux avocats (Me Sendze et Me Dinka) qui devait défendre Albert

Ndongmo dans le double procès kafaïen (rébellion et atteinte à la sûreté de l'État) organisé par le régime Ahidjo en 1970/71. Et je n'ai entendu parler de cette démarche qu'à ma sortie de détention de Mantoum en 1975, ayant moi-même été arrêté en septembre 1970. Mgr Verdzekov est resté très attaché à Mgr Ndongmo et très préoccupé par l'affaire et le sort réservé à l'ancien évêque de Nkongsamba jusqu'à sa mort en 1992 en exil au Canada. Lui et moi, nous en parlions à chacune de nos rencontres. C'est le seul évêque camerounais qui n'était pas gêné d'en parler quand j'abordais la question, et souvent c'est lui qui commençait.

Au moment où la mort le terrasse, il avait la rédaction d'un ouvrage sur Mgr Albert Ndongmo. Il avait reçu, six jours exactement avant son décès, des documents qu'il avait demandés à Mgr Watío, actuel évêque de Nkongsamba. Et lui et moi nous avions rendez-vous à Ntasan, dans la deuxième quinzaine de février pour en discuter. Il m'avait téléphoné à cet effet le 16

janvier.

Une bien grosse perte pour vous donc ?

C'est évident. Mais, une très grosse perte pour l'Eglise camerounaise et universelle, pour le Cameroun et pour l'intelligentsia (non organique) de notre pays, de l'Afrique et du monde. De nombreux témoignages délivrés à son décès et l'occasion de ses obsèques célèbrent à souhait les valeurs de cet homme, de prêtre, de ce fils de Cameroun, reconnu pour sa grande intelligence, son humilité, son intégrité, son profond respect pour autrui, son obstination dans la défense des droits humains et des libertés. De la vérité aussi évidemment, comme le suggère sa devise épiscopale " Et la vérité nous libère ", tirée des Saintes Ecritures. Je dois ajouter que ses relations avec la presse étaient intimes. Lui qui a commencé sa carrière sacerdotale avec la fonction de responsable du service de l'information catholique dans le diocèse de Buéa. Jusqu'à sa mort, il produisait des articles pour la presse. Notre dernier entretien

téléphonique en janvier dernier, a été provoqué par la libération de Jean-Bosco Talla de Germinal, qu'il venait d'appeler pour le féliciter et l'encourager dans la poursuite du travail de ce journal, qu'il appréciait beaucoup et lisait assidument. En tout cas, nous en parlions chaque fois que l'occasion se présentait. Le décès de Mgr Paul Verdzekov est donc une perte pour la presse aussi.

L'ouvrage que Mgr Verdzekov voulait écrire pour la défense de Mgr Ndongmo sera-t-il poursuivi ?
C'est une idée qui trotte depuis longtemps dans ma tête. Je regrette énormément la disparition de Mgr Verdzekov qui, comme intellectuel, comme évêque s'étant personnellement occupé de l'affaire Ndongmo devait savoir beaucoup et disposer d'une documentation bien fournie. Nous ferons de notre mieux pour la réalisation de projet avec les moyens dont nous disposerons. Propos recueillis par

S.A.K

L'Assommoir

Président au futur antérieur

Tout est là. Nous avons tout sous les yeux. Paul Biya, qui a appris la politique aux côtés du président Ahidjo, se comporte depuis toujours comme un chef de clan, comme un caïd de film de mafia. Violent, emporté, brutal. Que nous enseigne la lecture des journaux depuis sur la vision du pouvoir et la psychologie de Paul Biya ? Le portrait est éloquent : Paul Biya est une tragédie. Mais qu'est ce qu'une tragédie ? Selon Aristote, il s'agit de "l'imitation d'une action de caractère élevé et complète, faite par des personnes en action et non au moyen d'un récit, et qui, suscitant pitié et crainte, opère la purgation (catharsis) propre à de pareilles émotions." Autant être curieux et inquiet pour l'avenir du Cameroun qui n'a pas bonne figure, ni une bonne place dans le palmarès économique en Afrique. C'est la tragédie que nous partageons sans que nous l'ayons voulu car nous sommes aussi dans la composition de cette tragédie politico social. Selon le dictionnaire libre Wikipédia, la composition d'une tragédie s'explique ainsi : "Les personnages de rang noble sont impuissants face aux forces supérieures qui les manipulent (Dieux le plus souvent). Le dénouement le plus souvent sanglant et toujours inévitable est le point d'orgue de ce sentiment de faiblesse et du fatalisme achevant les protagonistes. De plus la souffrance qu'ils éprouvent est disproportionnée par rapport à la culpabilité réelle. Cette angoisse et cette douleur semblent pour l'auditoire injuste, inique et bien au-delà de l'endurance humaine. La tragédie touche donc le public par la pitié ou, la peur et même le dégoût (dans le cas d'Œdipe, personnage incestueux et parricide) qu'elle fait naître. La tragédie ainsi conçue se caractérise aussi par une portée édifiante."

Cette portée tente de corriger les vices des hommes ou de les montrer et d'écrire les dégâts de ce que peuvent provoquer les passions... La folie, le meurtre, la duplicité, l'hypocrisie, la manipulation mentale, l'inaptitude à gouverner etc... L'attitude du président rappelle beaucoup celle de Richard III dans la pièce de William Shakespeare.

L'histoire : Richard a une volonté d'accéder au pouvoir qui est née d'un désir de revanche sur la Nature qui ne lui a pas fait de cadeaux. Une fois les mains sales, il rejettera tous ceux qui l'ont aidé à accéder au pouvoir, il les trompera ou les montera les uns contre les autres mais Richard III devient fou, sa culpabilité le hante jusqu'à ce que pendant une bataille son cheval s'écroule sur lui "Un cheval ! Mon royaume pour un cheval !" C'est Richmond qui tuera Richard III.

Pourquoi comparer Paul Biya à Richard III ? Ce dernier n'étant pas schizophrène, c'est à se demander. Pour la simple raison que Paul Biya, une fois arrivé au pouvoir a éliminé beaucoup de personnes qui l'ont aidé ou donné leurs avis, allant quelque fois vers son contraire, il s'est isolé et son âge le rattrape. Enfin, le royaume c'est nous. Richmond ? Paul Biya ? Ou alors on pourrait faire une corrélation avec l'amitié Biya/Edzoa avant que ce dernier devienne Sg de la présidence de la République.

Paul Biya est désabusé sur la vie politique, changeant de ministre comme de chemise, il cherche encore mais reste entêté à ses idées. La pire, c'est que pour lui le Sgpr est le chien de garde de la République et le Premier ministre doit s'occuper du Cameroun. Si autrefois Paul Biya faisait peur à chaque fois qu'il passait à la télé, aujourd'hui il donne l'impression d'être un grand-père bon enfant prêt à faire un gag à table pour détendre l'atmosphère. Il est évident qu'il a perdu son rôle de "père" auprès de ses ouailles et de ses protégés. Quel puissant anesthésique a donc plongé l'opinion camerounaise dans la torpeur, au point qu'elle ne se révolte pas contre la tragédie qu'elle subie ? Quel sérum de cynisme a pénétré les veines de notre démocratie pour que nulle clameur ne réprovoie les agissements d'un chef de l'Etat qui joue en permanence son propre film ?

DUKE ATANGANA ETOTOGO

Pouvoir-Opposition : le déséquilibre infernal

Par Jean-Baptiste Placca*

Jours d'allégresse au Cameroun, où l'on a commémoré, tout au long de la semaine qui s'achève, les 25 ans de la Télévision nationale, la Crtv, puis les 25 ans du Rdpc, le parti unique... pardon, le parti présidentiel. Des cérémonies grandioses, comme on les aime dans ce pays.

Au Cameroun, la télévision est née plus tard que dans la plupart des autres pays du continent. Non pas que l'État n'en avait pas les moyens. Mais, pour Ahmadou Ahidjo, le premier président, une télévision n'avait d'intérêt que si elle couvrait, d'emblée, l'ensemble du territoire national. Il y avait tant de susceptibilités à ménager dans ce grand pays.

Les téléspectateurs camerounais ont même eu droit, ces derniers jours, à un JT présenté par ceux qui le faisaient, il y a un quart de siècle. Eric Chinje et Denise Epoté sur le même plateau, célébrant en direct la grand'messe du soir, en français et en anglais. C'est là une des originalités de la télévision, dans ce pays bilingue.

Encore plus éclatante a été la commémoration des 25 ans du Rdpc. Les dirigeants camerounais auraient annoncé qu'ils célébraient les 50 ans de leur parti, cela n'aurait pas choqué outre mesure. Car c'est la même famille politique qui dirige le Cameroun depuis un demi-siècle. Le Rdpc découle de l'Unc

(Union nationale camerounaise), dont il a hérité militants et biens. Le président actuel était le Premier ministre de son prédécesseur, qui lui a passé librement le témoin, en 1982.

Le Cameroun est donc un des rares pays du continent sous la coupe de la même formation politique depuis cinquante ans. Les discours que l'on a pu entendre durant ces commémorations présentent un pays heureux, qui demande à Paul Biya, 77 ans, de se présenter à la présidentielle de 2011.

Devant tant d'effusions et de bonheur affiché, que peut donc être le sort d'un opposant dans un tel pays, quand on sait que dans notre Afrique, il vaut mieux être du parti au pouvoir pour espérer s'en sortir, que l'on soit fonctionnaire ou dans les affaires ?

Le destin de l'opposant est d'être privé de toutes les facilités que l'on n'est pas obligé de lui concéder. Et ceux qui n'ont pas beaucoup de personnalité finissent par retourner leur veste, comme certains de ceux que l'on a pu apercevoir, célébrant gaiement les 25 ans du Rdpc. Il paraît que l'on prend des risques à glorifier des opposants vivants. Alors, hommage à ceux qui ne sont plus. A Mongo Béti, et à tous les opposants qui sont restés fidèles, jusqu'au bout, à leurs convictions, on a envie de dire : respect éternel !

Chères lectrices, chers lecteurs

En vous abonnant, ou en achetant chaque semaine un numéro de *Germinal*, votre journal, vous nous permettez d'accomplir nos missions en toute indépendance : enquêter sans a priori ni concession, penser pour que ça change.

1 an, 52 numéros + 06 *Dossiers et documents*: 35 000 F Cfa
Abonnement de soutien: à partir de 100 000 F Cfa
Contacts: 77 31 48 98 / 99 51 29 74

Notre indépendance, c'est vous.

PUB

AFFAIRE ABAB ABAB

Joseph Edou sans défense devant la justice

Un avocat, Me Foulétier, a été désigné d'office par le tribunal pour défendre les intérêts de l'ex-DG du crédit foncier du Cameroun.

C'est dans une atmosphère de camp retranché que s'est ouvert, mardi 30 mars 2010, le procès de Polycarpe Abah Abah et ses huit autres coaccusés. Le palais de justice de Yaoundé centre administratif qu'avait investi très tôt une escouade de gendarmes armés de fusils d'assaut pour la plupart et habillés de gilets pare-balles pour d'autres, avait les allures d'une forteresse. Au niveau de la grande grille de l'entrée principale, deux gendarmes veillent au grain, matraques au poing. Une trentaine de gendarmes, l'arme au poing, ont pris place à divers postes d'observation à l'extérieur de la grande salle d'audience de la cour d'appel du Centre.

Une vingtaine de gendarmes et quinze gardiens de prison sont disséminés à l'intérieur de la salle. Dix d'entre eux veillent au grain aux côtés de l'ex-Minefi qu'ils ne lâchent pas d'une semelle depuis 10h30mn, heure de son arrivée à bord d'un pick-up double cabine de couleur blanche. Vêtu d'un costume bleu, Polycarpe Abah Abah attend dans un couloir, retranché derrière ses traditionnelles lunettes à montures dorées, une grosse

mallette en cuir à la main. Il échange avec plusieurs de ses proches avant de faire son entrée lorsque s'ouvrent enfin les portes de la salle d'audience, suivi comme son ombre par ses géoliers. Tous ceux, très nombreux, qui ont pris place autour de lui, sont priés de s'éloigner.

BAIN DE FOULE ÉTOUFFÉ

Une foule de sympathisants l'ovationne et l'escorte lorsqu'il est forcé de rentrer dans son pick-up, après un bain étouffé par ses géoliers.

Il est 12h30 mn lorsque le collègue des trois juges que préside Gilbert Schlick fait son entrée. Les accusés sont priés de prendre place devant la barre. Tous sont présents, seul Etoگو Mbezele est absent pour cause de maladie : " il a reçu, confirme Me Mbarga, document à l'appui, une permission de 15 jours d'absence pour se faire soigner ".

S'en suit alors le dépôt des lettres de constitution d'avocats. Tous les accusés sont assistés, excepté Edou Joseph. L'ex-Dg du crédit foncier qui n'était pas assisté au dernier interrogatoire se fera attribuer d'office un avocat, en application de l'article 417(2) Cpp. Sur insistance du



Polycarpe Abah Abah

tribunal, Me Foulétier, conseil de Evina Sylvie, substituée à la défense d'Edou Joseph.

Un chronogramme de deux audiences par mois est adopté. Avec, toutefois, précise le président Schlick, la possibilité d'avoir trois audiences enchaînées par semaine. " Tenez-vous prêts, confie-t-il aux parties, nous allons siéger en continu, même la nuit s'il le faut. Ce dossier doit être réglé dans les quatre mois à venir ".

Constatant que la communica-

tion de la liste des témoins entre les parties n'est pas effective et prenant acte de l'absence de Etoگو Mbezele, le président Schlick procède à un " renvoi obligatoire " de la cause, en application de l'article 340 Cpp. " Les débats, annonce-t-il, reprennent le 04 mai 2010 avec la comparution de Etoگو Mbezele et la communication des listes des témoins entre les parties ".

YVAN EYANGO

COMMUNIQUÉ

Le Ministre des Postes et Télécommunications, Monsieur Jean-Pierre Biyiti bi Essam rappelle au public que la période d'identification volontaire des abonnés de la téléphonie mobile est arrivée à expiration depuis le 28 février 2010. Le Ministre des Postes et Télécommunications invite par conséquent les opérateurs de téléphonie mobile à mettre en place, dès le 05 avril 2010, pour l'ensemble des abonnés non encore identifiés, un processus de notification par groupe d'abonnés, du délai de grâce qui leur est accordé pour se faire identifier.

Le 10 juillet 2010, tous les numéros non encore identifiés seront systématiquement désactivés, en raison des impératifs liés à la lutte contre la cybercriminalité au Cameroun.

Le Ministre des Postes et Télécommunications compte sur le civisme et la bonne volonté de tous, pour mener à bonne fin, l'opération d'identification des abonnés du téléphone mobile au Cameroun. /- (é) Jean-Pierre Biyiti bi Essam

IMMEUBLE MINISTÉRIEL N° 1

Un monument à la gloire du désastre

Souhaitons que l'immeuble ministériel n° 1 soit conservé à jamais en l'état. Les touristes ne tarderont pas à affluer dans les parages de cette extravagance réchappée d'une époque que j'imagine alors révolue



Parions que, aux yeux de nos enfants et petits-enfants, le chantier abandonné de l'immeuble ministériel n° 1, place de la Poste centrale, apparaîtra comme le seul vrai monument du règne du byaïsme.

Il s'en faut que l'ouvrage flatte le décor, c'est vrai. Ce monstre évoque à la fois quelque diplotoc par le gigantisme et la difformité, le clochard par son délabrement prématuré, le lépreux par le moignon dressé vers le ciel comme pour appeler au secours ou dénoncer un criminel. Mais le propre d'un monument n'est pas tant d'être beau

que de témoigner. On dit que les Parisiens, découvrant la tour Eiffel, eurent un haut-le-cœur, et jugèrent longtemps cet échafaudage de ferraille franchement disgracieux. Aujourd'hui, la tour Eiffel est devenue le symbole de Paris le plus séduisant. C'est d'abord vers elle que se précipitent les touristes étrangers, Japonais, Allemands, Américains... On gravit religieusement ses interminables escaliers, on achète ses reproductions miniatures, on la photographie sous tous les angles, on se fait photographier sous l'un des énormes piliers.

Plus que toute autre construction, la tour Eiffel témoigne en effet d'une époque de la nation française : elle incarne et résume ce que furent alors les ambitions de la France, ses enthousiasmes, ses illusions, ses présomptions, en somme ses forces et ses faiblesses... En un mot le génie créateur d'un peuple persuadé qu'il était voué de toute éternité à la domination sur d'autres peuples et que l'avenir lui appartenait sans conteste.

Aussi, l'ouvrage inspire-t-il des sentiments mitigés, la fascination, l'engouement, la condescendance, l'indulgence et d'autres encore, que ne prodiguerait en même temps et avec cette intensité nulle autre construction, pour cette époque de la nation française engagée sans le savoir dans le piège d'une grandeur bientôt périnée. La tour Eiffel, c'est, en somme, l'allégorie d'une chimère.

Souhaitons que l'immeuble ministériel n° 1 soit conservé à jamais en l'état. Les touristes ne tarderont pas à affluer dans les parages de cette extravagance réchappée d'une époque que j'imagine alors révolue. Ils visiteront religieusement ses salles qu'un habile financier aura fait aménager leur goût, ils graviront avec ravissement les marches moisis de ses escaliers. Pourquoi ne pas se figurer des convives de l'ue banquetant dans des vaisselles d'or derrière ses

murs aux écailles de lèpre et ses ouvertures toujours béantes ?

Pourvu qu'il survive, et il survivra nécessairement, au moins par l'image photographique, dans le témoignage des écrivains, des poètes, des chroniqueurs. L'immeuble ministériel n° 1, chantier abandonné par excellence, matérialise comme rien d'autre ne pouvait le faire la monstruosité historique que demeurera à jamais le Renouveau, une bizarrerie qui défie toute raison.

C'est comme un condensé des difformités et des hideurs du byaïsme, présenté, un jour d'exaltation, par le disciple lui-même, comme l'avatar équatorial du mitterrandisme. Qu'en retiendra de préférence la postérité ? La prévarication galopante où s'engloutirent sans compter les milliards qui auraient soulagé bien des souffrances populaires ? La mégalomanie délirante de dirigeants obstinément sourds aux besoins réels de la nation ? Le drame d'un chef de l'État incapable de sanctionner ses serviteurs ou d'apporter la moindre correction aux égarements les plus criants de son système ? [...]

MONGO BETI,

Source : * Génération, n° 4, 30 août 1994.

Le surtitre est de la rédaction.

PRESS RELEASE

The Minister of Posts and Telecommunications, Mr. Jean-Pierre Biyiti bi Essam, hereby reminds the public that the period of voluntary identification of the mobile telephone subscribers expired since February 28th, 2010.

As a result, the Minister of Posts and Telecommunications invites the operators of mobile telephone to set up, as from April 05th, 2010, a process of notification by group of subscribers, for all those who are not yet identified, of the grace period they are given to be identified.

On July 10th, 2010, all numbers which are not yet identified will systematically be deactivated, owing to imperatives related to cybercrime control in Cameroon.

The Minister of Posts and Telecommunications relies on the civic responsibility and goodwill of each and everyone, to finalize the operation of identification of the mobile phone subscribers in Cameroon. /-

(é) Jean-Pierre Biyiti bi Essam